

# Stratégie Communiste

*La lutte des classes comme boussole,  
le socialisme comme programme*

TEXTE ALTERNATIF AU PROJET DE BASE COMMUNE DU CONSEIL NATIONAL

# RÉSUMÉ

Face à la guerre et au réarmement des pays impérialistes, à la crise du capitalisme et à la montée en puissance des forces fascistes, notre parti ne peut plus se limiter à une gestion à vue : il nous faut une stratégie claire et adaptée aux réalités d'aujourd'hui.

Nous faisons le bilan des aspirations portées il y a sept ans au 38e congrès : notre regain de visibilité **ne nous suffit pas à retrouver un électorat**. Le parti reste enfermé dans un électoralisme illisible et des alliances variables. **Le retour des communistes à l'entreprise n'a pas eu lieu**. Nous continuons à perdre élu-es et adhérent-es. Notre action municipale ne compense plus nos faiblesses nationales : c'est l'utilité même du Parti qui est questionnée.

Notre parti est traversé par trois orientations : une **vision satellitaire** de LFI ou du PS, une **gestion patrimoniale centrée sur la préservation de notre héritage** et de nos dernières places électorales et une **perspective communiste** qui remet au centre notre renforcement organisationnel et la conscience de classe. Cette troisième voie nécessite une refonte de notre organisation : relance des cellules, clarification des structures, renforcement de la formation, promotion d'une direction plus populaire et féminisée, lutte contre les violences sexistes et **respect des décisions collectives par nos représentant-es et par nos élu-es**.

Le positionnement « républicain-social » du PCF est inefficace, perçu comme **moins radical que LFI et moins proche du pouvoir que les socialistes**. Face à la crise capitaliste qui aggrave l'austérité et l'exploitation, le PCF doit retrouver une ligne de classe et un programme révolutionnaire : **le socialisme comme stratégie de rupture visant la prise du pouvoir d'État pour construire une société libérée des dominations et de l'exploitation, le communisme**. Pour cela le socialisme articule révolution féministe, antiraciste et culturelle, refondation de la justice, de l'école et de la République. Il agit pour élargir sans cesse le principe : « **chacun-e reçoit selon ses besoins et contribue selon ses moyens**. »

**Le socialisme répond aux immenses besoins sociaux par la planification** sur le modèle développé dans le Plan climat et par la socialisation des entreprises afin de supprimer les capitalistes en tant que classe. Cette conception guide des alliances électorales conditionnées à un **programme minimal** renforçant le pouvoir des travailleur-euses. **Il se trouve à la fin de notre texte avec une proposition de feuille de route**.

La crise de l'impérialisme actuel rend celui-ci d'autant plus dangereux. Mais ses fractures ouvrent des espaces pour les luttes anti-impérialistes. **Sans capitulation idéologique, notre Parti doit soutenir ce qui affaiblit l'impérialisme occidental** : luttes des peuples, sortie de l'OTAN et coordination communiste mondiale. À l'internationalisme de papier multipliant les communiqués, il faut opposer un **internationisme en acte** : il se construit concrètement avec les travailleur-euses du Sud, comme en Afrique où l'impérialisme français reste puissant : partage d'informations sur les entreprises françaises et expertises juridiques, pression parlementaire sur les entreprises françaises et utilisation des moyens de nos mairies. L'élection présidentielle pose trois enjeux : **mettre en échec les fascistes, développer la conscience de classe et renforcer le Parti**. Notre horizon reste celui de l'unité de notre classe. Le PCF refuse de miser uniquement sur une alliance classique à gauche et veut construire l'unité de la classe travailleuse avec les syndicats et les associations, pour faire émerger une candidature d'union d'un-e travailleur-se issue du mouvement social. **Si les divisions à gauche persistent, le PCF présentera une candidature communiste** issue de ce dialogue avec le mouvement social. Elle ne se désistera que si cette union respecte notre programme minimal - y compris dans le cadre d'un accord législatif - ou si les communistes décident que cela est indispensable pour barrer la route du pouvoir au RN.

Les modalités du congrès ne séparent pas le vote sur le bilan et l'orientation comme pratiqué à la CGT, son calendrier resserré limite le temps d'amendement, et les contributions sont peu prises en compte : tout cela nous oblige à faire le choix d'un texte alternatif. **Ce texte vise à clarifier les positions internes. Face à l'urgence, seule une ligne de rupture lisible, liant action immédiate et perspective révolutionnaire, peut permettre au PCF de retrouver sa raison d'être**.

# Table des matières

## PARTIE I

<b>Sept ans après le congrès de « réaffirmation » du PCF : pour un bilan fraternel mais critique .....</b>	<b>71</b>
<b>A. Un bilan en demi-teinte depuis 2018.....</b>	<b>71</b>
1. Un 38 <sup>e</sup> congrès historique et la promesse de rompre avec le passé récent.....	71
2. Une majorité claire au 39 <sup>e</sup> congrès qui masque des problèmes plus profonds .....	71
<b>B. Une stratégie court-termiste centrée sur les enjeux institutionnels.....</b>	<b>72</b>
1. La stratégie électorale du PCF prise en otage par la réaction à d'autres forces de gauche .....	72
2. Des alliances électorales centrées sur la défense immédiate de nos positions.....	72
3. Une conception de l'élu-e qui peine à relier travail institutionnel et militantisme .....	73
<b>C. L'action des communistes peine à dépasser le soutien aux mobilisations syndicales .....</b>	<b>73</b>
1. Le maigre bilan du retour des communistes à l'entreprise depuis 2018 .....	73
2. Le PCF reste attentiste vis-à-vis du calendrier syndical .....	73
3. Un manque de perspectives politiques au-delà des mobilisations sociales .....	73
<b>D. Une ligne politique difficilement lisible .....</b>	<b>74</b>
1. Le PCF est un objet flou dans le paysage politique .....	74
2. Les limites du « Parti du travail » .....	74
3. Des institutions à nos prises de parole médiatiques : la nécessité d'une ligne politique de classe et internationaliste.....	74
<b>E. Pour un parti communiste du XXI<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>74</b>
1. Un parti communiste d'avant-garde par son architecture de cadres, et de masse par son implantation et ses pratiques militantes.....	74
2. Un 40 <sup>e</sup> congrès pour recentrer le PCF sur son objectif révolutionnaire.....	75

## PARTIE II

<b>L'analyse de la situation internationale et française .....</b>	<b>76</b>
<b>A. La crise structurelle du capitalisme mondial.....</b>	<b>76</b>
<b>B. Impérialisme, militarisation et recomposition du système mondial.....</b>	<b>76</b>
1. Le raidissement de l'impérialisme face à un monde multipolaire qui peine à naître .....	76
2. Crise de la mondialisation et tensions interimpérialistes croissantes .....	77
<b>C. La France dans la crise impérialiste et capitaliste .....</b>	<b>77</b>
1. La France comme puissance impérialiste de second rang .....	77
2. L'offensive d'un capitalisme sous perfusion en France .....	78
<b>D. La recomposition de la lutte des classes .....</b>	<b>78</b>

## PARTIE III

<b>Le projet communiste .....</b>	<b>80</b>
<b>A. Le socialisme, nécessité historique et boussole stratégique .....</b>	<b>80</b>
1. Socialisme et communisme, deux principes d'organisation différents liés aux conditions matérielles de production.....	80
2. La nécessité d'une phase transitoire pour le dépassement du capitalisme .....	80
3. Le programme maximal du PCF dans les circonstances présentes .....	81
4. Le socialisme comme boussole tactique pour définir si une alliance gouvernementale va dans le sens d'une démocratie avancée.....	81
5. Le Plan climat du PCF comme proposition vers le socialisme .....	82
<b>B. Quelles révolutions ? .....</b>	<b>82</b>
1. La révolution féministe .....	82
2. L'antiracisme, levier de transformation sociale.....	83
3. Lutter contre toutes les formes de discriminations .....	84
4. Refonder la République et le républicanisme pour défendre le socialisme .....	84
5. Révolutionner la justice et mettre fin à la police de classe.....	84
6. Révolution éducative .....	85
7. La nécessité d'une révolution dans la culture .....	85

PARTIE IV

**La stratégie politique ..... 87**

**A. L'échec des différentes stratégies du Parti ..... 87**

1. Le communisme municipal face à la baisse tendancielle du nombre d'élus ..... 87

2. Le salut ne viendra pas de la gauche unie ..... 87

**B. Un parti qui organise la lutte de classes par-delà les institutions bourgeoises ..... 88**

**C. Un parti à l'avant-garde de la lutte antifasciste ..... 88**

**D. Les prochaines élections présidentielles et législatives ..... 88**

**E. Refonder l'internationalisme ..... 90**

1. Principes fondateurs : Droit des peuples, paix et souveraineté ..... 90

2. Feuille de route de l'internationalisme en acte ..... 90

3. Les fronts de la solidarité en acte ..... 91

4. Pour une coordination mondiale des luttes ..... 92

**F. Un parti de classe et prêt au combat ..... 92**

PARTIE V

**Revoir nos principes d'organisation ..... 93**

**A. Démocratie et respect des décisions ..... 93**

**B. Le rôle des commissions ..... 93**

**C. Revoir le déroulement des congrès ..... 94**

**D. Les campagnes structurantes ..... 94**

**E. La politique de cadres ..... 94**

1. L'enjeu de la formation ..... 95

2. La composition sociale de nos directions ..... 95

3. Le rôle des permanents politiques ..... 95

**F. Favoriser l'engagement de toutes et tous ..... 95**

1. Rendre le militantisme accessible à toutes et tous ..... 95

2. Faciliter l'accès et la prise de responsabilités des femmes ..... 96

3. La lutte politique contre les violences sexistes et sexuelles ..... 96

**G. Renforcer la place des cellules ..... 96**

**H. Réinvestir les entreprises : de l'expérimentation à la stratégie ..... 97**

**I. Reconnecter nos élus à la stratégie nationale du Parti ..... 97**

**J. Refaire de L'Humanité un outil de la bataille culturelle et du renforcement du Parti ..... 97**

SYNTHÈSE

**Synthèse : relevé de décisions pour la nouvelle direction et axes programmatiques ..... 98**

**A. Relevé de décisions pour la nouvelle direction ..... 98**

1. Organisation et fonctionnement interne ..... 98

2. Politiques d'adhésion, de formation et des cadres ..... 98

3. Stratégie politique et action ..... 99

4. International ..... 99

5. Communication ..... 99

**B. Feuille de route stratégique ..... 99**

1. Projet de société : Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ..... 99

2. Participation gouvernementale : Une ligne rouge claire ..... 99

3. Urgence climatique : Un plan climat juste et ambitieux ..... 99

4. Pour une paix réelle et une France indépendante ..... 100

5. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ..... 100

6. Révolution féministe ..... 100

7. Lutte antiraciste et pour l'égalité des droits ..... 100

8. Révolution éducative et culturelle ..... 100

9. Justice et sécurité : Rompre avec la police de classe ..... 100

10. Pour une autre Europe et de nouvelles coopérations internationales ..... 100

**Signataires ..... 101**

PARTIE I

**Sept ans après le congrès de « réaffirmation » du PCF : pour un bilan fraternel mais critique**

**A. Un bilan en demi-teinte depuis 2018**

**1. Un 38<sup>e</sup> congrès historique et la promesse de rompre avec le passé récent**

Après la douloureuse séquence électorale de 2017, nombre de camarades expriment le souhait de rompre avec la stratégie menée depuis plusieurs années, qualifiée « d’effacement » du PCF. En 2018, un texte alternatif portait ainsi l’ambition d’une analyse profonde des difficultés du Parti :

- ✘ Un inventaire de l’activité de la direction nationale ;
- ✘ Une place renouvelée pour un marxisme vivant ;
- ✘ La mise en avant d’un internationalisme de lutte ;
- Une nouvelle stratégie de rassemblement et d’unité populaire.

Ses rédactrices-eurs étaient porteurs d’aspirations convergentes face au bilan de la direction précédente, mais aussi divergentes. Leur alliance a conduit à l’adoption d’un texte alternatif comme base commune de discussion. Une première. Les principaux apports depuis le 38<sup>e</sup> congrès sont largement reconnus au sein du PCF :

- ✘ **Une visibilité médiatique recentrée sur les enjeux du travail et de la production** : les prises de parole de nos porte-voix ont contribué à remettre dans le débat public certains thèmes structurants – souveraineté industrielle, République sociale, pouvoir d’achat, etc. Cette voix singulière a enthousiasmé nombre de communistes lors des présidentielles de 2022. Cette visibilité retrouvée s’articule avec la volonté de renforcer le PCF dans les entreprises et d’y relancer les cellules ;
- ✘ **Le renouvellement de nos cadres** : beaucoup de camarades ont courageusement pris des responsabilités depuis le 38<sup>e</sup> congrès alors que les moyens humains, financiers et matériels du PCF se réduisaient ;
- ✘ **La redynamisation de nos secteurs de travail** : ces nouveaux cadres ont aussi remis au travail certaines commissions nationales, nourrissant ainsi la pensée communiste d’une manière féconde. La publication de cahiers thématiques et du Plan climat confirment cette ambition.

**2. Une majorité claire au 39<sup>e</sup> congrès qui masque des problèmes plus profonds**

Le score élevé du texte de base commune au 39<sup>e</sup> congrès a peut-être laissé penser aux dirigeant-es du Parti que les adhérent-es s’étaient clairement exprimés en faveur de la poursuite de toutes les orientations engagées. Une opposition appelant au rassemblement contre l’extrême droite a rassemblé 20 % des voix sans programme clair. Depuis, les résolutions du Conseil national (CN) sont souvent adoptées aux deux tiers, voire aux trois quarts des présents. Au point de penser que le temps du débat critique serait clos.

Cela a pu être lu comme un soutien personnalisé à l’égard de notre secrétaire national, au détriment d’une lecture politique et collective. Certaines interventions de représentant-es

1 du PCF dans les médias ont parfois transformé nos militant·es en service après-vente des  
2 initiatives de nos porte-paroles.

3 De plus, le fonctionnement de notre direction paraît largement opaque : comment faire fonc-  
4 tionner un CN trop nombreux, marqué par la diversité d'implication et de disponibilité, et  
5 un Comité exécutif national (CEN) bridé par des décisions qui semblent parfois se prendre  
6 en dehors des cadres statutaires ? Si le centralisme démocratique est officiellement aban-  
7 donné en 1994, par quoi a-t-il été remplacé ? Ainsi, de grandes difficultés antérieures au 38e  
8 congrès sont loin d'être résolues. À savoir :

9 ✘ **Un travail de réflexion politique encore insuffisant**, notamment sur le travail, les rapports  
10 de classe, nos pratiques organisationnelles et la transition socialiste ;

11 ✘ Des débats démocratiques centrés sur la réaction à l'actualité et les élections ;

12 ✘ Un agenda court-termiste sans stratégie coordonnée de long terme ;

13 ✘ Une ligne et une stratégie politiques illisibles pour nos concitoyen·nes, **se traduisant par**  
14 **des résultats électoraux inégaux (municipales 2026) voire décevants (présidentielle**  
15 **2022, législatives 2022 et 2024, européennes 2024).**

## 16 **B. Une stratégie court-termiste centrée** 17 **sur les enjeux institutionnels**

### 19 **1. La stratégie électorale du PCF prise en otage par** 20 **la réaction à d'autres forces de gauche**

21 Nombre de camarades ont reproché à la direction menée par Pierre Laurent de ne pas avoir  
22 su établir un rapport de forces plus favorable aux communistes au moment de la présiden-  
23 tielle et des législatives de 2017 ; cette considération électorale a beaucoup joué dans la vic-  
24 toire du Manifeste. Depuis, toutes les élections ont été conflictuelles avec LFI et les passes  
25 d'armes se multiplient entre nos directions respectives.

26 **Comme depuis les années 1970, nos débats sont principalement structurés par l'attitude**  
27 **que devrait avoir le PCF envers la gauche non-communiste**, davantage que par la produc-  
28 tion d'une théorie, d'une pratique et d'une stratégie originales. Surtout, nos désaccords avec  
29 LFI, s'ils sont fondés sur le fond comme sur la forme, ne font que rarement l'objet d'un travail  
30 politique approfondi, notamment sur la manière dont LFI parvient à s'implanter systématiquement  
31 dans nos bastions historiques.

### 32 **2. Des alliances électorales centrées sur la** 33 **défense immédiate de nos positions**

34 De manière générale, notre rapport aux autres forces politiques est principalement centré  
35 sur les désaccords électoraux. Ces alliances électorales sont vues comme fondamentales alors  
36 que celles-ci ne sont qu'un outil, parmi d'autres, au service de la mise en place de notre pers-  
37 pective historique.

38 La perspective communiste d'un rassemblement populaire, débordant largement le cadre  
39 d'une gauche discréditée (moins de 30% des Français·es s'y reconnaissent) est toujours notre  
40 horizon.

41 Il nous est difficile d'adopter une stratégie électorale cohérente avec nos objectifs politiques,  
42 en articulant plus finement notre rapport à la gauche non-communiste, même quand des  
43 alliances locales sont nécessaires. **Nous paraissions surtout soucieux du maintien de nos**  
44 **postes, et donc insincères. Notre classe ne s'y trompe pas.**

45 Cette errance stratégique est renforcée par l'absence quasi-systématique de réels bilans po-  
46 litiques collectifs, en particulier de nos campagnes électorales, y compris lors de temps na-  
47 tionaux dédiés comme la dernière conférence nationale. L'absence de bilan des élections  
48 présidentielles (2022) et européennes (2024) est à ce titre un manque flagrant.

### 1 3. Une conception de l'élu-e qui peine à relier 2 travail institutionnel et militantisme

3 Avec la mise en place de l'autonomie de nos élu-es dans les années 1990, le lien élu-es-Parti  
4 s'est affaibli. Localement, nos élu-es se retrouvent trop souvent livrés à leur sort et privé-es  
5 de l'apport politique et de l'accompagnement du Parti. De plus, les contradictions entre nos  
6 orientations et certains votes dans les institutions s'exacerbent (adoption d'une résolution  
7 soutenant le vote de crédits de guerre à l'Ukraine en 2022 et « soulignant le rôle important  
8 que joue l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord dans la protection du continent euro-  
9 péen », vote en ordre dispersé sur des questions aussi fondamentales que le budget, etc.). Ceci  
10 rend difficile l'articulation entre travail institutionnel et militantisme, aussi bien pour nos  
11 élu-es que pour nos camarades sans mandat électif.

12 **Nos élu-es sont des points d'appui précieux mais peinent à se faire le relais des aspirations**  
13 **de notre classe au sein des institutions en lien avec l'activité militante des communistes.**  
14 Notre rôle n'est ni d'ajouter du chaos au chaos ni de réassurer la démocratie bourgeoise et le  
15 capitalisme. Il est donc temps de se donner les moyens de soutenir le travail de nos élu-es sans  
16 tomber dans l'écueil, pourtant si souvent dénoncé, de l'électorisme. **Nous devons refuser**  
17 **de troquer nos valeurs pour quelques sièges**, ce qui jette le discrédit sur le Parti et l'ensemble  
18 de nos camarades élu-es investi-es localement.

### 19 **C. L'action des communistes peine à dépasser** 20 **le soutien aux mobilisations syndicales**

#### 21 1. Le maigre bilan du retour des communistes à l'entreprise depuis 2018

22 Affichée comme une orientation majeure du 38e congrès et reconduite au 39e, l'implanta-  
23 tion des communistes à l'entreprise a en réalité peu progressé depuis 2018 (**moins de 1 000**  
24 **camarades organisés en section d'entreprise au niveau national**). La transformation des  
25 modes de production capitalistes ne suffit pas à expliquer cet échec. Les cellules et les sec-  
26 tions d'entreprise ne font souvent pas l'objet d'un soutien et d'un suivi de la part des fédéra-  
27 tions. Le recensement des camarades par profession pour impulser la création de nouvelles  
28 cellules n'est que rarement fait, par exemple chez les enseignant-es ou les territoriaux, pour-  
29 tant présent-es en nombre au PCF.

#### 30 2. Le PCF reste attentiste vis-à-vis du calendrier syndical

31 Dans les mobilisations syndicales, les militant-es communistes sont au rendez-vous des ma-  
32 nifestations. Médiatiquement, nos élu-es et nos représentant-es soutiennent les mots d'ordre  
33 des syndicats. Mais nous peinons à nous mobiliser hors de ces dates pour aller à la rencontre  
34 des travailleuses et des travailleurs. Même dans les manifestations, les militant-es commu-  
35 nistes ne sont pas systématiquement organisés-es pour proposer l'adhésion ou diffuser les ana-  
36 lyses du Parti.

#### 37 3. Un manque de perspectives politiques au-delà des mobilisations sociales

38 Avec un taux de syndicalisation inférieur à 10 % en France, le PCF ne peut plus avoir pour  
39 seule stratégie de coller au calendrier syndical. Nos débats ne peuvent plus se concentrer sur  
40 le seul soutien (indispensable) aux mouvements sociaux. De plus, l'analyse de l'échec des der-  
41 nières grandes mobilisations sociales n'est que rarement faite, notamment de leur manque  
42 d'impact sur l'économie et donc du déficit de rapport de force.

43 **Nous devons retourner à l'entreprise en alliant utilité concrète (conseils juridiques, lien**  
44 **avec les syndicats), discours de classe (producteurs contre exploités) et perspectives po-**  
45 **litiques (comment reprendre le pouvoir sur la production).** Sur ce dernier point, le PCF ne  
46 peut se passer d'une perspective stratégique de prise de pouvoir sur le long terme, qui néces-  
47 site un projet de société bien défini : le socialisme.

## 1 D. Une ligne politique difficilement lisible

### 2 1. Le PCF est un objet flou dans le paysage politique

3 Ce manque de cohérence de ligne stratégique et programmatique rend le PCF difficilement  
4 lisible. La masse des Français-es ne comprend pas réellement notre fonction dans le pay-  
5 sage politique. Nous jouons à la fois le rôle de conservatoire de réalisations passées (Front  
6 populaire, Résistance, Sécurité sociale, etc.) et celui de tenants d'un projet républicain et  
7 universaliste abstrait, attaché à l'indépendance et à la souveraineté de la France, mais sans  
8 articulation internationaliste systématique et parfois sans contenu de classe.

9 Nous avons été reconnu-es par le passé pour notre capacité à porter la voix de la classe ou-  
10 vrière et à proposer la fondation d'une nouvelle société. Aujourd'hui, seule l'extrême gauche  
11 est assimilée à l'idée de Révolution. Notre programme national n'est pas relié à une visée  
12 stratégique claire mise en œuvre par notre organisation. **Qui au sein du Parti est capable**  
13 **d'expliquer clairement quelle est notre ambition stratégique pour les 20 ou même 5 pro-**  
14 **chaines années ?**

### 15 2. Les limites du « Parti du travail »

16 En plus du manque d'analyse de notre implantation réelle à l'entreprise et de notre manque  
17 de perspectives au-delà du soutien aux mobilisations syndicales, l'orientation défendue par  
18 la direction visant à faire du PCF un « Parti du travail » appelle un examen critique. Le PCF  
19 doit surtout redevenir le Parti des travailleuses et des travailleurs et cela nécessite :

20 ✘ **une élaboration théorique cohérente** : les textes nationaux et nos diverses productions  
21 oscillent encore entre « salariat », « classes populaires », « monde du travail » ou encore «  
22 classe travailleuse » pour définir clairement notre classe ;

23 ✘ **de bien définir que nous nous plaçons dans le cadre de la lutte des classes**, contraire-  
24 ment aux analyses populistes (« élites » contre « peuple ») qui servent les intérêts de la  
25 bourgeoisie ;

26 ✘ **une incarnation de classe pour nos représentant-es** : sans une présence significative de  
27 travailleurs-es et de syndicalistes dans nos choix de représentation, y compris électoraux,  
28 l'affirmation du PCF comme « Parti du travail » reste largement déclarative.  
29

### 30 3. Des institutions à nos prises de parole médiatiques : la 31 nécessité d'une ligne politique de classe et internationaliste

32 Nous paraissions aujourd'hui plus réformistes que les insoumis, et moins proches du pouvoir  
33 que les socialistes. Nous ne mettons plus en avant un projet de société qui a pour objectif de  
34 bouleverser les rapports de production capitalistes. La lutte des classes n'est pas seulement  
35 nationale, mais internationale et elle tend à se résoudre par une guerre entre les puissances  
36 impérialistes (dont notre pays) et les pays du Sud qui choisissent une voie vers un développe-  
37 ment autonome. L'extrême droite se prépare à cette guerre et nous apparaissions peu préparés  
38 à l'affrontement colossal qui vient.

39 **Le Parti doit se doter d'une perspective de transformation claire et crédible**, engager un  
40 renouvellement profond de ses pratiques organisationnelles et clarifier sans ambiguïté le rap-  
41 port qu'il entretient avec ses camarades élu-es. À défaut, il court le risque de se réduire à un  
42 parti de « notables rouges », coupé de la classe qu'il a pour mission d'organiser. Il est donc né-  
43 cessaire de corriger notre faiblesse idéologique et de résorber le décalage entre notre discours  
44 et les tactiques effectivement mises en œuvre.

## 45 E. Pour un parti communiste du XXI<sup>e</sup> siècle

### 46 1. Un parti communiste d'avant-garde par son architecture de cadres, 47 et de masse par son implantation et ses pratiques militantes

48 **De 130 000 adhérent-es déclaré-es en 2006, nous vogueons entre 35 et 50 000 aujourd'hui,**  
49 **avec une moyenne d'âge élevée. Les prochaines années verront une réduction des espaces**

1 démocratiques, en particulier pour les communistes. Nos camarades aux États-Unis, en Ita-  
 2 lie, en Hongrie, en Tchéquie ou en Pologne le vivent déjà. Nous devons donc nous poser  
 3 sérieusement la question de la forme que doit prendre notre Parti à l'avenir : une organisa-  
 4 tion idéologiquement bien plus solide qu'aujourd'hui, qui sache se défendre, centrée sur un  
 5 réseau de cadres communistes soudés et préparés à lire et exploiter les contradictions du  
 6 capitalisme.

7 **2. Un 40<sup>e</sup> congrès pour recentrer le PCF sur son objectif révolutionnaire**

8 2018 a été une étape cruciale dans la reconstruction du PCF. Mais le processus paraît bloqué.  
 9 **Notre 40<sup>e</sup> congrès doit être celui d'une nouvelle étape dans la réforme de notre organisa-**  
 10 **tion.** Un congrès de renouvellement. Sans gauchisme ni inclination social-démocrate. Un  
 11 congrès qui ne fasse pas table rase du passé, et qui ne considérera donc pas que rien n'existait  
 12 avant 2018. Un congrès qui s'attaque aux problèmes concrets des travailleurs et des travail-  
 13 leuses, pour être un parti posant des principes clairs et qui sache les appliquer avec intelli-  
 14 gence et adaptation au réel, au service de la classe travailleuse.

15 Un parti qui analyse et montre que la pensée de Marx est plus que jamais d'actualité, la  
 16 diffusant de manière moderne, loin du populisme de gauche, vers un socialisme du XXI<sup>e</sup>  
 17 siècle adapté aux conditions de la France. Un parti qui ne craint pas de travailler, qui re-  
 18 fuse la bureaucratie, en embrassant luttes syndicales et environnementales. Un parti qui se  
 19 bat pour le respect des droits économiques et sociaux des peuples, respect qui constitue la  
 20 base matérielle incontournable pour que les droits civiques et politiques puissent s'exercer  
 21 et s'épanouir.

1  
2  
3

## PARTIE II

## L'analyse de la situation internationale et française

4 **A. La crise structurelle du capitalisme mondial**

5 La situation internationale et nationale est dominée par **une crise structurelle du capita-**  
6 **lisme** qui n'est ni conjoncturelle ni accidentelle mais découle des contradictions fondamen-  
7 tales du système, en particulier de la baisse tendancielle du taux de profit. À mesure que le  
8 capital s'accumule, la part du travail vivant diminue relativement ; le capital devient trop  
9 abondant par rapport aux possibilités de valorisation.

10 Cette contradiction centrale pousse le capitalisme dans une fuite en avant permanente. In-  
11 capable de stabiliser durablement la croissance, la paix sociale et la cohésion politique, il al-  
12 terne phases d'expansion et crises destructrices. À chaque fois, les résultats sont les mêmes :  
13 intensification de l'exploitation, destruction des protections sociales, endettement massif,  
14 financiarisation, pillage du reste du monde, marchandisation de la nature.

15 L'automatisation, la numérisation et le développement spectaculaire de l'intelligence artifi-  
16 cielle accentuent encore cette dynamique. Ces innovations permettent une hausse considé-  
17 rable de la productivité, mais réduisent la quantité de travail humain nécessaire. **Il en résulte**  
18 **une crise de la valeur : on produit plus mais la base même du profit se rétrécit.** Face à cette  
19 impasse, le capital se détourne de plus en plus de l'économie productive pour se réfugier dans  
20 la finance, la spéculation, et la suraccumulation patrimoniale.

21 **B. Impérialisme, militarisation**  
22 **et recomposition du système mondial**

23 L'impérialisme demeure une réponse structurelle à la crise du capitalisme. Lorsque les dé-  
24 bouchés se raréfient et que la rentabilité diminue, le capital cherche à élargir de force son  
25 champ d'exploitation. Historiquement, cela s'est traduit par la colonisation directe, au-  
26 jourd'hui remplacée par de nouvelles formes de domination économique et militaire.

27 **1. Le raidissement de l'impérialisme face à un**  
28 **monde multipolaire qui peine à naître**

29 L'objectif reste le même : accéder à de nouvelles ressources, exploiter de nouvelles masses de  
30 travailleurs et de travailleuses, capter de nouveaux marchés et repousser temporairement les  
31 contradictions. Cette solution est instable et les mêmes problèmes finissent par réapparaître :  
32 surproduction, suraccumulation, baisse de la rentabilité. La guerre devient un moyen de des-  
33 truction du capital excédentaire et de redéfinition des rapports de force.

34 Depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis dominent le système impérialiste mondial.  
35 Cette domination repose sur trois piliers : **la centralité du dollar, la supériorité militaire et**  
36 **le contrôle des grandes institutions internationales.** Cette architecture permet aux États-  
37 Unis de vivre à crédit, de financer leurs déficits et d'imposer leurs règles au reste du monde.

38 Mais cette hégémonie est de plus en plus contestée. L'essor de la Chine, la montée en puis-  
39 sance des BRICS et les tentatives de dédollarisation fragilisent l'ordre unipolaire. Pourtant, **le**  
40 **monde multipolaire peine à naître**, comme l'unilatéralisme brutal des États-Unis et de leurs  
41 alliés en Amérique latine mais aussi au Proche-Orient est venu le rappeler. **L'impérialisme**  
42 **n'est jamais aussi dangereux que quand il se sent menacé.**

43 Ainsi, face à une perte de domination relative, l'Occident se militarise. Les budgets militaires  
44 explosent et la guerre redevient un débouché économique à part entière. Le complexe mili-  
45 taro-industriel joue un rôle central dans cette dynamique. La stagnation de l'investissement  
46 productif pousse le capital vers ces secteurs massivement subventionnés et politiquement  
47 sécurisés.

## 1 2. Crise de la mondialisation et tensions interimpérialistes croissantes

2 La crise de la mondialisation révèle la concurrence entre impérialismes. Contrairement à  
3 l'idée d'un capitalisme occidental homogène, les États-Unis, l'Union européenne et leurs  
4 principales puissances entrent en compétition directe.

5 L'UE, fragmentée, est incapable de développer une stratégie autonome et se trouve de plus en  
6 plus subordonnée. Économiquement, elle est le moyen par lequel le capital impose sa volonté  
7 aux nations européennes. Le vieux dogme de la « concurrence libre et non faussée » continue  
8 d'être le prétexte aux attaques contre les droits sociaux dans toute l'Europe. Politiquement,  
9 l'UE n'est qu'une somme d'intérêts contradictoires et se révèle incapable de définir une ligne  
10 capable de s'imposer face aux puissances impérialistes, que ce soit concernant le génocide  
11 palestinien ou pour résister aux agressions étasuniennes (Groenland, droits de douane, par  
12 exemple).

13 Si le multilatéralisme vient de subir des défaites cuisantes, l'agressivité diplomatique et mili-  
14 taire des États-Unis permet de clarifier ces fractures entre pays impérialistes. Cela ne signifie  
15 pas un monde plus juste, mais cela ouvre des espaces pour les luttes anti-impérialistes dont  
16 il nous faut nous emparer.

17 Reconnaître tactiquement que l'impérialisme étasunien (plus de 900 bases militaires, sanc-  
18 tions meurtrières) représente l'ennemi principal dans la conjoncture permet d'exploiter les  
19 contradictions interimpérialistes. Le pragmatisme exige de soutenir sans capitulation idéo-  
20 logique ce qui affaiblit l'impérialisme occidental. Les infrastructures financières des BRICS  
21 créent des conditions plus favorables aux mouvements de libération, et un monde multi-  
22 polaire offre davantage d'espace stratégique aux forces progressistes qu'un ordre unipolaire  
23 dominé par l'OTAN.

## 24 **C. La France dans la crise impérialiste et capitaliste**

### 25 1. La France comme puissance impérialiste de second rang

26 La France est aujourd'hui structurellement dépendante des États-Unis, non seulement sur  
27 le plan militaire, mais aussi sur les plans économique, technologique et financier. Son inté-  
28 gration dans l'OTAN limite fortement son autonomie stratégique, tandis que la domination  
29 du dollar et des marchés financiers étasuniens pèse sur ses marges de manœuvre budgétaires  
30 et industrielles. Cette dépendance ne relève pas d'un simple alignement diplomatique, mais  
31 d'un rapport de forces structurel : la France est contrainte de s'inscrire dans un ordre mon-  
32 dial qu'elle ne dirige plus, au prix d'une perte croissante de souveraineté réelle.

33 Il n'y a cependant pas lieu de regretter la France souveraine de De Gaulle dans la mesure où  
34 cette souveraineté était le fruit de l'impérialisme. **Il faut au contraire reconnaître qu'il n'y**  
35 **aura pas de souveraineté nationale sans le socialisme en France et sans une lutte contre**  
36 **l'impérialisme partout où il s'exerce.** Or, la place de la France dans l'ordre impérialiste illustre  
37 les contradictions de cet ordre. Dominée au sein du système impérialiste, la France demeure  
38 néanmoins une puissance impérialiste, en particulier dans ses relations avec l'Afrique. Mais  
39 son mode de domination évolue, passant d'une occupation territoriale directe à un contrôle  
40 des flux logistiques, énergétiques et monétaires qui se structure autour de trois piliers :

41 ✖ un contrôle logistique mondial, par exemple à travers la CMA-CGM ;

42 ✖ le franc CFA ;

43 ✖ TotalEnergies conserve la rente pétrogazière.

44 Dans cette recomposition, les territoires ultramarins français, comme Mayotte et la Kanaky,  
45 revêtent une importance stratégique majeure, tant par leur position géographique sur des  
46 axes maritimes cruciaux et leurs ressources naturelles (hydrocarbures, nickel) que par leur  
47 rôle géopolitique dans la rivalité avec la Chine. La militarisation de Mayotte illustre ce recen-  
48 trage sur les points d'étranglement maritimes.

49 Notre appel au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être à géométrie variable.  
50 De la même manière que nous nous engageons aux côtés des peuples palestinien, sahraoui,  
51 kurde, chypriote, irlandais et arménien, **nous devons réaffirmer notre engagement pour**  
52 **le droit à l'autodétermination et à l'autonomie jusqu'à l'indépendance la plus totale des**  
53 **peuples situés dans les derniers territoires hérités de l'empire colonial.**

## 1 **2. L'offensive d'un capitalisme sous perfusion en France**

2 En France aussi, le capital réagit à la baisse du taux de profit par une fuite en avant tech-  
3 nologique. L'automatisation, l'IA et la rationalisation sont présentées comme des solutions  
4 miracles. Elles augmentent la productivité mais aggravent la crise de la valeur.

5 Face à cette contradiction, le capital lance une offensive généralisée contre le travail à travers  
6 la délocalisation des unités de production et la pression sur les salaires. Pour ces capitalistes,  
7 la dynamique inflationniste de 2022-2024 qu'ils ont eux-mêmes causée a été plus qu'une  
8 aubaine. Elle leur a permis de faire baisser les salaires réels de millions de travailleuses et tra-  
9 vailleurs, avec pour conséquences leur précarisation, l'intensification des rythmes de travail  
10 et la destruction des structures collectives.

11 **Le salaire socialisé est particulièrement ciblé.** Retraites, assurance maladie, éducation, as-  
12 surance chômage sont attaquées parce qu'elles échappent à la logique marchande.

13 Le capital français dépend de plus en plus de l'argent public pour sa rentabilité. Les aides  
14 massives aux entreprises, les subventions, l'endettement de l'État constituent une perfusion  
15 permanente de **211 milliards d'euros par an**, comme le rapport sénatorial de Fabien Gay l'a  
16 mis en lumière. Ce modèle se finance par la destruction du service public, la marchandisa-  
17 tion et l'austérité. Sans les aides d'État, pas de bénéfice pour les capitalistes.

## 18 **D. La recomposition de la lutte des classes**

19 L'évolution du capitalisme transforme profondément la composition de classe. La bourgeoi-  
20 sie tente de masquer les rapports d'exploitation et la subordination, par exemple en parlant  
21 de « collaborateurs » plutôt que de salarié-es. Ce brouillage sémantique associé à une forte  
22 individualisation des conditions d'emploi et de travail rend la construction de la conscience  
23 de classe d'autant plus difficile. La classe travailleuse, diverse, éclatée, est traversée par des  
24 processus de déclassement et touchée de plein fouet par l'IA et les restructurations.

25 À l'échelle mondiale, la paysannerie recule rapidement au profit de la classe travailleuse sans  
26 propriété productive, y compris sous ses formes les plus dégradées, de l'ubérisation jusqu'au  
27 secteur informel. **La classe travailleuse n'a jamais été aussi nombreuse mais elle est frag-**  
28 **mentée, précarisée et insuffisamment organisée.** Cette désorganisation est renforcée par  
29 l'absence d'une coordination internationale solide. Les échanges existant sont insuffisants  
30 face à une classe capitaliste mondialisée.

31 En Europe, le capital se coordonne par la dette, les subventions industrielles et la militari-  
32 sation, tandis que travailleurs et travailleuses restent divisé-es par les inégalités sociales, les  
33 différences salariales et les cadres nationaux. En France, **la bourgeoisie est politiquement**  
34 **très organisée et assume de plus en plus ouvertement ses intérêts.**

35 Les classes intermédiaires, agriculteurs exploitants, professions indépendantes, petits com-  
36 merçants, etc., longtemps stabilisatrices, entrent elles aussi en crise. Leur déclassement ali-  
37 mente des mouvements sociaux massifs et imprévisibles. C'est notamment le cas de la classe  
38 agraire française, sacrifiée avec notre souveraineté alimentaire au profit de la consolidation  
39 du capital européen dans le cadre de divers traités de libre-échange.

40 La montée de l'extrême droite en France s'inscrit dans ce contexte de dépendance struc-  
41 turelle, de fragmentation de la classe travailleuse et de déclassement relatif. Incapable de  
42 proposer une véritable rupture avec les logiques imposées par l'ordre dominé par les États-  
43 Unis, la bourgeoisie impute la responsabilité de la crise à des boucs émissaires (immigré-es,  
44 minorités, « assisté-es », étranger-es, etc.). L'extrême droite prospère sur ce sentiment de perte  
45 de souveraineté réelle, qu'elle transforme en fantasme de souveraineté nationale autoritaire.

46 Néanmoins, des partis communistes et proches sont en dynamique en Europe (Belgique, Al-  
47 lemagne, Autriche). Il nous faut apprendre de leurs expériences. Aujourd'hui, le PCF appor-  
48 tient au Parti de la Gauche européenne (PGE). Fondé en 2004 comme une grande alliance  
49 de partis communistes, socialistes et « rouges-verts », il s'est récemment tourné vers son pôle  
50 communiste et marxiste. Ce pivot est la double conséquence du départ de La France Insou-  
51 mise et des partis rouges-verts finlandais et danois en 2024, et le choix de la part du Parti  
52 du Travail de Belgique (PTB) de rejoindre cette organisation en 2025. Malgré les limites ac-  
53 tuelles du projet européen, cette évolution ouvre une opportunité pour faire du PGE un outil  
54 de coordination efficace entre partis communistes et assimilés, à condition qu'il devienne un  
55 outil pour les militant-es et pas seulement pour les directions.

- 1 **Nous entrons dans une phase historique marquée par l'instabilité, la militarisation, la**
- 2 **montée des autoritarismes et l'intensification de la lutte des classes.** Ces crises portent des
- 3 contradictions nouvelles à partir desquelles nous devons reconstruire une organisation de
- 4 classe capable d'articuler lutte sociale, anti-impérialiste et projet de transformation radicale.

1

## PARTIE III

2

# Le projet communiste

3 Pour Marx, le communisme est une société « où le libre développement de chacun est la  
4 condition du libre développement de tous » et constitue « le mouvement réel qui abolit l'état  
5 actuel ». Les tendances à la socialisation naissent déjà dans le capitalisme : économique-  
6 ment, les grandes entreprises dépendent de l'État et de la redistribution fiscale pour assurer  
7 leur profit, comme le montre le rapport de Fabien Gay ; socialement, le capitalisme multi-  
8 plie les échanges et détruit les communautés traditionnelles, provoquant déracinements et  
9 recompositions.

10 Comme le soulignait Lénine, poussé à son extrême, le capitalisme devient « l'antichambre du  
11 socialisme » qui se réalise « si l'on est en régime démocratique révolutionnaire », c'est-à-dire si  
12 l'État est aux mains de la population. Le socialisme constitue ainsi le moyen de la transition  
13 économique et culturelle, passant d'un régime fondé sur le taux de profit et la concurrence  
14 à une société où chacun contribue au développement des forces productives pour répondre  
15 aux besoins sociaux. C'est « un pas vers la réglementation de toute la vie économique d'après  
16 un certain plan d'ensemble, un pas vers l'économie du travail national afin de prévenir son  
17 gaspillage insensé par le capitalisme ». Il s'agit aussi d'un temps où les individus construisent  
18 ensemble de nouvelles formes de relations humaines, rompant avec l'idée que « l'homme est  
19 un loup pour l'homme ».

## 20 **A. Le socialisme, nécessité historique et boussole stratégique**

21 Le PCF est largement reconnu pour le travail de terrain de ses élu-es, notamment au niveau  
22 municipal, et de ses militant-es qui sont de toutes les luttes justes. Il souffre cependant de  
23 l'absence d'un projet global, cohérent, visant à révolutionner la société dans son ensemble. La  
24 visée communiste est la raison d'être de notre Parti et lui donne son nom.

### 25 **1. Socialisme et communisme, deux principes d'organisation** 26 **différents liés aux conditions matérielles de production**

27 Mais elle ne suffit pas à mobiliser tant elle semble lointaine. Le socialisme comme phase  
28 transitoire nécessitant le dépassement d'une série de seuils qualitatifs permet d'articuler les  
29 réformes immédiates et la visée de la transformation révolutionnaire. Le passage du capita-  
30 lisme au socialisme nécessite une révolution, dont un des fondements est le transfert de pro-  
31 priété des moyens de production des exploités vers les producteurs. Ce dépassement n'est  
32 pas son abolition par décrets, mais un long travail au cours duquel des éléments de l'ancien  
33 monde persisteront longtemps avant de s'estomper pour laisser place à autre chose. C'est  
34 cette situation hybride et constamment évolutive, qui n'est déjà plus du capitalisme mais pas  
35 encore du communisme pleinement développé, que désigne le « socialisme ».

36 Cette « première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société  
37 capitaliste après un long et douloureux enfantement », que Marx oppose à la phase supérieure  
38 du communisme, ne reconnaît déjà plus aucune distinction de classe, mais n'est pas encore  
39 celle où « la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun  
40 selon ses besoins ! » ». Un tel principe nécessite une tout autre culture dans les relations entre  
41 les êtres humains que celle façonnée par des générations d'acculturation au capitalisme ». Il  
42 nécessite aussi un très haut niveau de développement des forces productives.

### 43 **2. La nécessité d'une phase transitoire pour le dépassement du capitalisme**

44 Le passage à un tel degré de développement sans transition est illusoire. Rien que l'état de  
45 déliquescence de l'appareil productif français et son inadéquation aux besoins sociaux réels  
46 le rendent impossible. Le développement des forces productives dans le sens des nécessités  
47 sociales et environnementales qu'esquisse le Plan Climat du PCF nécessite une action volon-  
48 tariste et l'engagement de toutes les forces de la classe travailleuse.

1 Il existe dans la société capitaliste une tendance à la socialisation et même, grâce aux luttes  
 2 sociales, des prémisses d'une société plus juste, de la Sécurité sociale aux Établissements  
 3 publics, industriels et commerciaux en passant par les coopératives. Mais ces éléments ne  
 4 constituent pas, en eux-mêmes, des îlots appelés à s'étendre naturellement. Insérés dans un  
 5 système dominé par la concurrence et la recherche du profit, ils sont soumis à une pression  
 6 permanente qui tend à les dénaturer. Sans remise en cause du capitalisme dans son ensemble,  
 7 la concurrence finit par forcer les coopératives à s'aligner sur les entreprises capitalistes pour  
 8 survivre. De même, sans remise en cause du rôle régulateur du taux de profit dans le capita-  
 9 lisme, la Sécurité sociale est soumise à une pression austéritaire constante. Ces expériences  
 10 révèlent à la fois les potentialités d'une société plus juste et les limites de réformes isolées :  
 11 sans transformation globale des règles du jeu, la logique du profit reprend toujours le dessus.

### 12 **3. Le programme maximal du PCF dans les circonstances présentes**

13 Pourtant, dans le même temps, la Sécurité sociale préfigure la « première phase de la société  
 14 communiste ». À l'exception de la branche maladie, les travailleurs et les travailleuses ne  
 15 reçoivent pas « en fonction de leurs besoins » mais « en proportion du travail fourni ». C'est  
 16 ce principe que le socialisme entend élargir à tous les domaines de la vie et, dans le même  
 17 temps, le remplacer progressivement par le principe pleinement communiste « à chacun se-  
 18 lon ses besoins » qui est déjà celui de la branche maladie de la Sécurité sociale. Socialisme et  
 19 communisme ne sont donc pas deux étapes disjointes : le socialisme est la longue période de  
 20 transition qui suit le moment où le pouvoir est arraché au capitalisme et qui permet d'étendre  
 21 progressivement un nouveau régulateur des relations humaines, la réponse aux besoins.

22 Dans cette optique, le socialisme nécessite la prise du pouvoir d'État. Celle-ci ne se limite  
 23 pas à gagner l'élection présidentielle ou les élections législatives, mais nécessite également  
 24 de libérer l'État de la dictature du capital. La Commune de Paris nous enseigne en effet que,  
 25 sans la prise du pouvoir d'État, le capital sera prêt à tout pour écraser toute transformation  
 26 révolutionnaire. Si la prise du pouvoir d'État ne suffit pas, elle est néanmoins nécessaire pour  
 27 supprimer les tendances à la dégénérescence des conquies sociaux ou nous acculer dans une  
 28 posture défensive de ces conquies contre la pression du taux de profit.

29 **Le PCF se fixe ainsi comme programme maximal dans les circonstances présentes la prise  
 30 du pouvoir d'État pour remettre en cause le rôle régulateur du taux de profit et le rempla-  
 31 cer par le principe contributif.** Le principe contributif implique que le travail soit l'unité de  
 32 mesure commune de la contribution et donc implique la suppression des capitalistes en tant  
 33 que classe dirigeante. Cela présuppose la remise du contrôle des entreprises à la collectivité,  
 34 pour en remettre la gestion dans les mains des intéressé-es, c'est-à-dire des travailleurs et des  
 35 travailleuses, et pour les plus grandes, à la représentation élue des citoyennes et des citoyens  
 36 intéressé-es par les choix de production visant à répondre à leurs besoins.

### 37 **4. Le socialisme comme boussole tactique pour définir si une alliance 38 gouvernementale va dans le sens d'une démocratie avancée**

39 Dans un contexte où le PCF reste faible et où le danger de l'extrême droite rend souvent  
 40 des alliances nécessaires aux élections nationales, nous conditionnons la participation à un  
 41 gouvernement dit « de gauche et des écologistes » à un programme minimal de démocratie  
 42 avancée. La proposition de loi pour une Sécurité de l'emploi et de la formation déposée par  
 43 André Chassaigne, très en deçà du projet de Sécurité de l'emploi et de la formation développé  
 44 de longue date par le Parti, constitue le minimum que celui-ci se fixe.

45 Dès à présent, la classe travailleuse doit pouvoir peser sur les décisions stratégiques des entre-  
 46 prises, à commencer par un droit de veto suspensif. Nous devons le faire sans optimisme béat  
 47 et avec la conscience du risque d'auto-exploitation. Dans le cadre de l'urgence écologique et  
 48 sociale, des éléments de planification démocratique doivent être introduits pour orienter  
 49 les masses monétaires vers les projets utiles. Pour cela, la nationalisation des banques est un  
 50 prérequis minimal. Ces nouvelles institutions de planification démocratique sont organisées  
 51 à tous les échelons selon le principe de subsidiarité et lient les investissements au développe-  
 52 ment de la formation afin d'assurer à chacun et chacune un emploi utile à la société et bien  
 53 rémunéré. **Sans la présence de ces éléments minimaux dans un programme commun, le  
 54 PCF s'abstient de participer à un éventuel gouvernement de gauche et se limite à un sou-  
 55 tien critique sans participation.**

## 1 5. Le Plan climat du PCF comme proposition vers le socialisme

2 La catastrophe environnementale et écologique actuelle est indissociable de la prédation  
3 capitaliste des ressources naturelles et de la logique d'accumulation du capital. S'il est né-  
4 cessaire de rompre avec cette logique pour y faire face, ses conséquences environnementales  
5 constituent un héritage durable. C'est pourquoi nous parlons d'« anthropocène » plutôt que  
6 de « capitalocène ».

7 La gestion de cet héritage sur le temps long et la transformation des forces productives afin  
8 de répondre autrement aux besoins sociaux sont au cœur de la période de transition entre  
9 capitalisme et communisme. Si le capitalisme peut être contraint à quelques concessions,  
10 la réponse à la crise climatique – notamment l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050,  
11 jugée indispensable par le GIEC pour éviter l'emballement climatique – implique une plani-  
12 fication de la transition, l'orientation des investissements selon les besoins sociaux et leur  
13 efficacité, l'économie de matières premières, d'énergie et de travail, ainsi que des choix col-  
14 lectifs sur les productions à privilégier. **Ces choix doivent être faits dans des commissions**  
15 **locales et nationales de planification ; le Plan Climat du PCF constitue la proposition des**  
16 **communistes dans ce cadre.**

17 Fondé sur les acquis scientifiques, ce plan refuse de parier sur des ruptures technologiques  
18 hypothétiques : compte tenu des temps d'investissement, les technologies de 2050 sont lar-  
19 gement celles d'aujourd'hui. Si l'affirmation décroissante selon laquelle une croissance infi-  
20 nie sur une planète finie est impossible peut sembler logique, elle est erronée et masque un  
21 malthusianisme socialement ciblé. Ce n'est pas la croissance en soi qui est intenable, mais  
22 la croissance anarchique et prédatrice du capitalisme. Une croissance des forces productives  
23 est au contraire nécessaire pour remplacer les techniques les plus consommatrices en éner-  
24 gie, en matières premières et en travail, et pour découpler la satisfaction des besoins sociaux  
25 d'une consommation dispendieuse de ressources rares. Enfin, les besoins humains ne se li-  
26 mitent pas aux biens matériels : une société pleinement humaine suppose le développement  
27 des activités de soin, de santé, d'éducation, de culture et de prise en charge de la dépendance,  
28 ce qui nécessite d'économiser le travail dans d'autres secteurs par un usage plus rationnel des  
29 technologies existantes.

## 30 **B. Quelles révolutions ?**

31 Nous voulons une révolution sociale, démocratique et féministe qui transforme radicale-  
32 ment non seulement les rapports de productions mais aussi l'ensemble des rapports sociaux  
33 qui structurent les dominations. Cette révolution s'attaque aux bases du capitalisme, des  
34 racismes et du patriarcat, et à toutes les discriminations, afin de favoriser l'engagement  
35 conscient et organisé du monde du travail dans toute sa diversité, et de permettre l'émanci-  
36 pation individuelle et collective.

### 37 1. La révolution féministe

38 Le féminisme que nous portons s'inscrit dans le mouvement ouvrier et le féminisme ma-  
39 térialiste. Il repose sur une analyse centrale : l'oppression des femmes est indissociable des  
40 rapports de production capitalistes et de l'exploitation du travail. La révolution féministe est  
41 ainsi au cœur de notre projet et articule trois exigences indissociables : une mobilisation mas-  
42 sive des femmes de la classe travailleuse, la remise en cause de la division sexuelle du travail  
43 et de l'appropriation du travail reproductif, et la transformation de l'ordre social bourgeois.

44 **L'organisation des femmes constitue à la fois une nécessité stratégique et une perspec-**  
45 **tive émancipatrice en soi.** De Clara Zetkin aux expériences contemporaines en Amérique  
46 du Sud, au Kerala ou en Espagne, les mobilisations féministes ont démontré leur capacité à  
47 structurer des coalitions populaires, à élever le niveau de conscience politique et à imposer  
48 des revendications de classe. Ces dynamiques, comme celles observées dans les mobilisations  
49 des Gilets jaunes, montrent que l'engagement massif des femmes est un levier décisif contre  
50 les politiques néolibérales et la fascisation du pouvoir.

51 Le féminisme de classe vise à renverser les rapports d'exploitation en transformant la répar-  
52 tition du travail domestique et en dépassant la seule logique de redistribution. L'extension  
53 des services publics est nécessaire mais insuffisante si elle ne s'accompagne pas d'une mise

1 en cause de la responsabilité des entreprises dans la reproduction de la force de travail. L'éga-  
2 lité entre les sexes suppose une contribution pleine et entière du capital au financement des  
3 politiques d'émancipation.

4 La remise en cause de l'ordre bourgeois implique également de s'attaquer aux institutions de  
5 l'État patriarcal, notamment à un appareil judiciaire qui entretient l'impunité des violences  
6 faites aux femmes. La tolérance à l'égard de l'exploitation sexuelle, intégrée à l'économie capi-  
7 taliste sous couvert de liberté individuelle, masque des contraintes économiques profondes.  
8 À l'inverse, nous défendons une politique d'épanouissement affectif et sexuel affranchie de  
9 toute logique marchande, appuyée sur des politiques éducatives et culturelles ambitieuses.

10 Comme l'a montré Engels, la famille bourgeoise est un pilier de la propriété privée. Sa trans-  
11 formation est donc une condition de l'émancipation des femmes et du dépassement du ca-  
12 pitalisme. En nous inspirant notamment de l'expérience cubaine, nous affirmons une res-  
13 ponsabilité collective dans l'éducation et le soin des enfants, fondée sur l'intérêt supérieur de  
14 l'enfant et la lutte contre toutes les formes de violence, dont l'inceste.

15 Le PCF propose de faire de la protection de l'enfance un principe fondamental de la Répu-  
16 blique sociale, garantissant à chaque enfant le droit à la protection, à la santé, à l'éducation,  
17 à la sécurité, à la culture et à la dignité. Cela passe par la création d'un grand service public  
18 unifié de l'enfance, 100 % public et gratuit, doté de moyens humains et financiers massifs,  
19 afin de répondre durablement à la crise actuelle et de garantir l'émancipation des enfants  
20 comme sujets de droit.

## 21 2. L'antiracisme, levier de transformation sociale

22 **Le racisme n'est ni un simple préjugé ni une dérive morale : amplifié par l'esclavage, la**  
23 **colonisation et l'impérialisme, il constitue un rapport social central du capitalisme.** Le  
24 réduire à une intolérance individuelle revient à masquer sa fonction systémique dans l'or-  
25 ganisation de l'exploitation du travail et dans la division de la classe travailleuse, à l'échelle  
26 nationale comme internationale. L'organisation des travailleurs et travailleuses étrangères  
27 et issues de l'immigration est ainsi une condition essentielle de l'unité de classe, en particu-  
28 lier dans les secteurs où le racisme alimente la surexploitation.

29 L'antiracisme et la lutte contre l'antisémitisme sont indissociables du combat contre l'ex-  
30 trême droite. Les communistes rappellent que l'antisémitisme a conduit aux pires crimes  
31 de l'histoire et qu'il prospère, comme le racisme, sur la désignation de boucs émissaires et  
32 les fantasmes complotistes. Cette lutte est inséparable de l'internationalisme et du refus de  
33 toute instrumentalisation politique de l'antisémitisme. Elle implique également des sanc-  
34 tions contre les responsables politiques qui s'en rendent coupables et une régulation démo-  
35 cratique de l'espace médiatique pour lutter contre la banalisation des discours de haine.

36 Ces discours se traduisent concrètement par des discriminations dans l'accès au logement,  
37 à la santé, à l'éducation, à la justice et aux droits sociaux. Les politiques migratoires répres-  
38 sives, les contrôles au faciès, l'enfermement administratif et les violences d'État prolongent  
39 des logiques héritées du colonialisme, visant à discipliner et surexploiter des fractions de la  
40 classe travailleuse.

41 **Comprendre le racisme comme un pilier du capitalisme, c'est reconnaître sa capacité à se**  
42 **reconfigurer, sous des formes sécuritaires ou culturelles.** C'est ainsi que l'on voit l'extrême  
43 droite instrumentaliser la question religieuse, en contradiction avec la laïcité, pour inventer  
44 un ennemi intérieur, présenté comme un autre irréductible. Pour diffuser sa thèse d'une  
45 guerre des civilisations comme une alternative à la lutte des classes, elle racialise de fait les  
46 personnes identifiées comme musulmanes.

47 Face à cela, le projet communiste de démocratie populaire repose sur l'égalité réelle des droits  
48 et la pleine participation politique de toutes et tous. Il implique la régularisation des per-  
49 sonnes étrangères, et l'assouplissement de l'accès à la nationalité pour élargir le droit de vote  
50 selon le principe de la communauté de travail : on travaille ici, on décide ici. Cette orienta-  
51 tion doit se traduire concrètement dans la vie du Parti et des territoires.

52 Enfin, par son combat contre l'ordre impérialiste, responsable à la fois des migrations forcées  
53 et des divisions racistes, le PCF agit concrètement sur les causes des migrations afin que mi-  
54 grer soit un choix. Dans tous les cas, le PCF refuse la militarisation des frontières, meurtrière  
55 et inefficace. La participation des communistes à un gouvernement de gauche est condition-  
56 née à des avancées sur le droit du sol, la révision des accords de Dublin et le développement

1 de coopérations régionales, notamment dans les Outre-mer, afin de permettre la circulation  
 2 des travailleurs et travailleuses sans déracinement ni déstabilisation des territoires, comme  
 3 l'illustre la situation de Mayotte.

### 4 **3. Lutter contre toutes les formes de discriminations**

5 Si le patriarcat et le racisme ont la particularité d'être à la fois des systèmes de domination et  
 6 d'exploitation, pleinement intégrés dans la logique d'extraction de la valeur du capitalisme,  
 7 la lutte contre les discriminations ne s'y réduit pas.

8 Dans un contexte de montée de l'extrême droite, les forces réactionnaires mènent une of-  
 9 fensive sans précédent au service de la promotion d'une conception biologiste de la société  
 10 qui touche particulièrement les personnes trans, maintenues dans un statu quo judiciaire  
 11 contraignant, et les personnes intersexes, victimes de mutilations. Plus largement, les per-  
 12 sonnes LGBTI font face à des discriminations et à de violentes agressions. Cette situation  
 13 est d'ores et déjà marquée par des reculs gouvernementaux. Les communistes refusent toute  
 14 essentialisation liée à une orientation sexuelle qu'ils combattent pour la libre détermination  
 15 de l'identité de genre, dans le cadre de la loi. Au-delà de cette offensive de l'extrême droite,  
 16 notre société doit aussi se libérer des logiques validistes qui assujettissent des millions de  
 17 personnes à une oppression et une discrimination systémique.

18 Ces luttes sont des combats fondamentaux pour une société émancipée, garantissant à cha-  
 19 cune et chacun l'égalité des droits, la dignité et la liberté de vivre sans violence ni assignation,  
 20 quels que soient sa situation sociale, son orientation sexuelle, son identité de genre, sa reli-  
 21 gion, son origine, son handicap ou toute autre caractéristique instrumentalisée pour exclure.

### 22 **4. Refonder la République et le républicanisme pour défendre le socialisme**

23 Si l'héritage républicain constitue un terrain historique sur lequel le mouvement ouvrier  
 24 français s'est construit et continue de s'appuyer et garant de certains progrès fondamentaux,  
 25 la République actuelle n'est pas un idéal neutre, mais une institution de la superstructure  
 26 capitaliste. Elle masque les conflits de classe derrière un prétendu consensus national et lé-  
 27 gitime l'exploitation, tant au niveau national qu'international. La défendre telle qu'elle est  
 28 aujourd'hui revient à soutenir un outil d'oppression de la classe travailleuse et d'aliénation  
 29 des peuples.

30 Le rôle du PCF est de conquérir et transformer radicalement l'État pour lui donner un nou-  
 31 veau contenu de classe en :

32 ✘ déplaçant notre discours vers la construction du socialisme et la rupture avec le capita-  
 33 lisme comme aboutissement de la République sociale ;

34 ✘ exacerbant les contradictions de classes étouffées par l'idéal républicain dominant, en don-  
 35 nant une tribune aux critiques populaires contre le racisme systémique, la violence poli-  
 36 cière et l'exploitation économique ;

37 ✘ construisant un rapport de forces populaire par la mobilisation de masse, les luttes sociales  
 38 et écologiques, et l'alliance des exploités en vue de la conquête démocratique du pouvoir  
 39 d'État.

40 Notre objectif n'est pas de nous réfugier dans le fétichisme du mot « République » mais bien  
 41 de renverser la République actuelle pour édifier une République socialiste : une République  
 42 au service de la classe travailleuse, débarrassée de la dictature du capital, fondée sur la pro-  
 43 priété sociale des moyens de production, la planification écologique et l'émancipation de  
 44 toutes les formes d'oppression. C'est par la lutte des classes et non l'incantation républicaine  
 45 que cette société libérée pourra se construire.

### 46 **5. Révolutionner la justice et mettre fin à la police de classe**

47 Le trafic de drogues empoisonne le quotidien des habitant·es des quartiers populaires. La  
 48 lutte contre ce fléau doit s'attaquer à l'ensemble de la chaîne économique du narcotraffic, en  
 49 ciblant prioritairement le blanchiment d'argent et les stratégies d'évitement fiscal afin de  
 50 neutraliser les réseaux à leur sommet. Cela suppose une diplomatie active pour renforcer les  
 51 coopérations policières et économiques avec les pays producteurs et de transit.

1 Depuis la suppression de la police de proximité et les réformes de type RGPP, le service public  
 2 de police a été orienté vers une logique répressive et de communication, au détriment de ses  
 3 missions de prévention et de régulation. La paupérisation des quartiers populaires, liée à  
 4 la désindustrialisation, au chômage et au recul des services publics, a favorisé l'essor d'éco-  
 5 nomies parallèles et de violences, auxquelles l'État a répondu par une répression accrue et  
 6 stigmatisante. En complément de politiques sociales et économiques de sortie de la misère,  
 7 un changement profond de doctrine policière est indispensable pour restaurer la confiance  
 8 et l'égalité.

9 Il est urgent de développer massivement les services publics de tranquillité et de sécurité –  
 10 polices de proximité et judiciaire, médiation de rue, douanes, justice –, y compris dans les  
 11 territoires ruraux désormais touchés par les trafics. Cette politique doit être articulée à une  
 12 approche de santé publique, face à l'augmentation de la consommation de stupéfiants liée à  
 13 la pénibilité de certaines conditions de travail.

## 14 **6. Révolution éducative**

15 L'école est aujourd'hui un puissant outil de reproduction de l'ordre social dominant. Le sa-  
 16 voir est un pouvoir confisqué par les dominants, et son simple accès ne suffit pas à corriger  
 17 les inégalités. Il s'agit donc de dépasser l'état actuel de l'institution scolaire pour construire  
 18 un nouveau type d'instruction.

19 L'école doit inclure tous les enfants, sans sélection ni exclusion, ni reproduction des inéga-  
 20 lités sociales ou de la division du travail. L'égalité d'accès doit s'accompagner d'une refonte  
 21 des contenus, des pratiques et des rythmes scolaires afin de permettre une réelle appropria-  
 22 tion des savoirs par toutes et tous, condition du partage du pouvoir. Le projet communiste  
 23 vise ainsi à former des travailleuses et travailleurs libres, capables de maîtriser leur destin  
 24 individuel et collectif, car les savoirs ne sont pas de simples informations mais des outils de  
 25 raisonnement et d'émancipation.

26 La scolarisation débutera dès 2 ans, après une prise en charge en crèche et un congé pa-  
 27 rental étendu. Le temps scolaire sera augmenté afin que les devoirs soient réalisés à l'école,  
 28 les effectifs par classe réduits, et le nombre de personnels de l'éducation accru. L'école sera  
 29 obligatoire jusqu'à 18 ans et assurera un enseignement général et polytechnique embrassant  
 30 les arts, les sciences, les techniques et le sport dans leur diversité et avec pour objectif l'effa-  
 31 cement de l'opposition entre travail manuel et intellectuel. Après le baccalauréat, la planifi-  
 32 cation des formations selon les besoins remplacera la sélection, et des formations continues  
 33 permettront d'adapter les métiers à l'évolution de la société. Le prérecrutement et la qualifi-  
 34 cation garantiront un revenu et un salaire égal.

35 **L'école du projet communiste constitue ainsi une arme centrale contre l'aliénation éco-  
 36 nomique, sociale et culturelle.** Former des individus égaux et émancipés, et garantir à cha-  
 37 cun et chacune un travail utile, digne et rémunérateur, permet de prévenir durablement la  
 38 délinquance et les violences. Il va sans dire que cette école - publique, gratuite, obligatoire et  
 39 laïque - est la seule qui puisse être financée par l'argent public. Les moyens captés par l'école  
 40 privée devront être réattribués à l'école publique.

## 41 **7. La nécessité d'une révolution dans la culture**

42 La conquête du pouvoir d'État passe aussi par celle de l'opinion publique, comme l'a montré  
 43 Antonio Gramsci. Une transformation radicale des conditions et des rapports de production  
 44 suppose donc une évolution simultanée des phénomènes culturels qui contribuent à la repro-  
 45 duction du capitalisme. La superstructure exerce une influence profonde sur les consciences  
 46 et les imaginaires, freinant la prise de conscience de classe.

47 Ainsi, « l'exception culturelle française », issue de luttes pour une culture émancipée du ca-  
 48 pital, est aujourd'hui fragilisée, notamment au nom de la rigueur budgétaire. Parallèlement,  
 49 des figures de l'extrême droite, appuyées par de puissants relais médiatiques, diffusent des  
 50 discours racistes, masculinistes et révisionnistes. Ce phénomène est amplifié par les ré-  
 51 seaux sociaux et par l'essor de l'intelligence artificielle qui favorise la diffusion d'infox et de  
 52 manipulations.

53 Face à ces dynamiques, les communistes défendent un projet culturel émancipateur : lutte

1 contre la concentration des médias, création d'un service public du numérique, renforce-  
2 ment du soutien à la création et à l'éducation populaire, développement des pratiques cultu-  
3 relles en entreprise, transformation de l'école, politique du temps libéré et continuité de re-  
4 venus des artistes-auteurs. Ce socle constitue une condition à la participation du PCF à tout  
5 gouvernement.

6 Dans cette perspective, la lutte pour l'hégémonie idéologique s'inscrit dans la durée : au-delà  
7 de la conquête de l'État, c'est une transformation profonde et continue de la culture qui dé-  
8 finit le processus socialiste.

# PARTIE IV

## La stratégie politique

### A. L'échec des différentes stratégies du Parti

Depuis le 38<sup>e</sup> congrès, nous avons décidé de redonner une pleine visibilité au PCF. Nous avons investi de nombreux fronts sans pour autant réussir à incarner une alternative crédible. Pire, l'extrême droite continue à progresser. Il convient de réinterroger notre pratique pour trouver que faire.

**Le problème fondamental ne vient pas des arrangements électoraux ni de l'investissement des camarades, mais de l'absence d'un projet de rupture stratégique avec le capitalisme à même d'amener les travailleurs et travailleuses les plus politisés à s'emparer de notre Parti comme du leur.** Le projet communiste que nous avons décrit précédemment est donc central, il est la raison d'être de notre Parti. Une fois ce projet affirmé, il convient de définir une stratégie pour qu'il aboutisse.

En France comme ailleurs, les capitalistes font le choix du fascisme pour maintenir leur taux de profit en temps de crise. Les alliances électorales de « barrage » sont utiles pour ralentir son accès au pouvoir, mais ne suffisent pas à faire reculer l'extrême droite dans les urnes et les consciences.

#### 1. Le communisme municipal face à la baisse tendancielle du nombre d'élus

Les politiques d'austérité entraînent un retrait subséquent de la puissance publique et visent à dégager des ressources pour continuer d'accroître le financement public du capital. La marchandisation accrue de toute une série de besoins sociaux, à commencer par le logement, offre de nouveaux champs de valorisation au capital. Inversement, les municipalités et les conquises du « communisme municipal » sont sous tension. Localement, le travail de nos élu-es et sections est généralement salué. Force est toutefois de constater que notre Parti n'est pas vu comme une alternative crédible au niveau national. Or, sans déploiement national, notre ancrage local s'émousse.

Nous ne pouvons ignorer la nécessité de donner une perspective de conquête et d'exercice du pouvoir d'État pour changer radicalement les conditions d'existence. Mais cette ambition ne peut pas se limiter au seul cadre parlementaire : elle doit devenir un véritable projet idéologique et organisationnel. Réduire la nécessité d'organisation extraparlimentaire à un municipalisme (ou communalisme) n'enraye pas l'érosion de notre ancrage militant et électif. C'est de cette baisse tendancielle du nombre d'élus dont il nous faut sortir.

#### 2. Le salut ne viendra pas de la gauche unie

Nous ne souffrons plus d'un problème d'incarnation nationale : les études d'opinion montrent depuis plusieurs années la sympathie dont jouit Fabien Roussel. La sympathie n'entraîne cependant pas l'adhésion aux idées, comme le démontrent les scrutins nationaux ou le nombre de nouvelles adhésions au Parti. Porter des idées et un projet plus percutant suscite peut-être moins de sympathie mais consolide un socle de soutien plus élevé.

Croire que de meilleures propositions pour aménager le système capitaliste nous permettront d'avancer, sans prendre en compte les rapports de forces, est un travers idéaliste. S'il s'agit d'aménager le capitalisme, les citoyennes et les citoyens préféreront toujours ceux dont c'est l'ADN : les sociaux-démocrates nous le disent assez : « Soyez unis pour que l'on gagne enfin ! ». Dans le système uninominal à deux tours de la V<sup>e</sup> République, autant faire l'union dès le premier tour. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait avec le Nouveau Front populaire (NFP). Or l'union n'enraye pas la baisse tendancielle du nombre d'élus communistes et la marginalisation de nos idées. Il nous faut donc assumer notre ambition révolutionnaire.

## 1 **B. Un parti qui organise la lutte de classes par-delà 2 les institutions bourgeoises**

3 Notre Parti n'a pas choisi l'électoratisme qui l'affaiblit aujourd'hui ; il le subit, faute d'avoir re-  
4 défini son propre rôle au-delà des institutions bourgeoises : parlementaires et municipales. Il  
5 nous faut donc sortir des logiques imposées par ces institutions et être pleinement impliqué  
6 dans les organisations de masse.

7 Nous avons la volonté de porter l'organisation de lutte des classes via le mouvement syndical.  
8 L'engagement des communistes dans les organisations syndicales révolutionnaire demeure  
9 à ce titre essentiel pour défendre les intérêts immédiats des travailleurs et renforcer leur  
10 capacité de lutte. Cela révèle néanmoins une limite de notre propre pratique au PCF : en  
11 nous reposant largement sur la médiation syndicale pour maintenir notre lien avec la classe  
12 travailleuse, nous n'avons pas suffisamment développé nos propres formes d'organisation po-  
13 litique de classe. Le Parti doit repenser son rapport aux organisations de masse dans leur di-  
14 versité. La conscience de classe et la combativité des travailleuses et travailleurs nécessitent  
15 l'implication active du PCF dans toutes les sphères de la vie : syndicale, associative, culturelle  
16 ou sportive. Le Parti doit proposer l'adhésion aux travailleuses et travailleurs engagés dans ces  
17 organisations et leur offrir un cadre politique pour prolonger leur engagement, approfondir  
18 la conscience de classe et transformer les revendications portées dans les luttes en conquêtes  
19 politiques durables.

20 Il ne s'agit pas simplement de soutenir les luttes, mais de les initier, de les relier entre elles  
21 et de leur donner une perspective politique. Cela exige des campagnes structurées, suivies et  
22 évaluées sur le temps long, afin d'atteindre des objectifs concrets : établir des contacts et faire  
23 adhérer des travailleurs et des travailleuses dans des secteurs stratégiques, consciemment  
24 choisis. Cela signifie également un engagement durable auprès des travailleuses, bien  
25 au-delà des événements déclencheurs. L'objectif est d'organiser politiquement la conscience  
26 de toute une classe. Ce projet implique des choix stratégiques clairs pour fédérer toutes les  
27 instances du Parti autour de ces axes essentiels : quelles fractions, quelles campagnes, quels  
28 objectifs ? Enfin, il s'agit de créer de nouvelles structures lorsque cela est nécessaire, afin de  
29 renforcer l'auto-organisation de notre classe.

## 30 **C. Un parti à l'avant-garde de la lutte antifasciste**

31 Les bases matérielles du fascisme sont l'appauvrissement d'une grande partie de la popula-  
32 tion, la disparition de nos services publics et l'affaiblissement des organisations de classe. Les  
33 capitalistes sont parvenus à imposer à une partie de la population que l'immigration et les  
34 immigré-es seraient la cause des problèmes sociaux.

35 La condamnation morale de l'extrême droite a prouvé son inefficacité. Le PCF doit déve-  
36 lopper un discours et une pratique militante antifascistes dépassant le cadre électoral. Dans  
37 nos prises de parole publiques et médiatiques, notre discours doit être d'une grande clarté  
38 face aux offensives idéologiques de l'extrême droite. Il n'existe pas en France de racisme an-  
39 ti-blanc, les immigré-es, quelle que soit leur couleur de peau ou leur confession religieuse,  
40 sont des travailleuses et des travailleurs avec qui nous partageons des intérêts de classe.

41 Sur le terrain, il faut nouer des alliances avec les syndicats et les associations pour recréer et  
42 animer des collectifs de lutte antifasciste. Nous devons aussi développer l'organisation de la  
43 solidarité concrète et du lien social. Longtemps un point fort du PCF (colonies de vacances,  
44 distributions alimentaires, soutien scolaire, etc.), ces pratiques doivent être renforcées et  
45 coordonnées stratégiquement pour susciter l'engagement à nos côtés.

46 Nous devons aussi considérablement amplifier notre travail de structuration des réseaux  
47 d'Accueil-Sécurité sur tout le territoire, aussi bien en termes de formation que de moyens  
48 matériels. Il ne s'agit pas de contre-attaquer physiquement mais d'assurer l'indispensable  
49 sécurité de nos camarades et de nos locaux.

## 50 **D. Les prochaines élections présidentielles et législatives**

51 Les prochaines élections présidentielles seront un moment charnière de la vie politique fran-  
52 çaise. Opposés par nature à l'élection présidentielle, nous l'abordons avec pragmatisme. En  
53 2022, une majorité de communistes a considéré qu'une candidature issue de nos rangs était  
54 indispensable. Analysant l'échec politique de la séquence 2016-2017, les adhérent-es du PCF

1 ont estimé qu'aucune autre solution ne servait mieux les intérêts de la classe travailleuse  
 2 et de son parti que de voir un candidat communiste qui ne s'adressait pas uniquement aux  
 3 électeurs et électrices de gauche déjà convaincus. Aujourd'hui, force est de constater que la  
 4 gauche dépasse péniblement les 30 %, se divise en deux pôles, et ne convainc pas de larges  
 5 fractions de la classe travailleuse.

6 **Notre horizon reste celui de l'unité de la classe travailleuse**, ce qu'une alliance électorale  
 7 des partis de gauche ne suffit pas à produire mécaniquement. Avoir la lutte des classes  
 8 comme boussole, c'est admettre que cette unité doit être construite avec tous les acteurs du  
 9 mouvement social.

10 À la suite du congrès, **le PCF enclenchera un processus d'unité d'action en consultant**  
 11 **les syndicats et le monde associatif** afin de construire un projet alternatif de rupture sur  
 12 la base de notre programme minimal et de faire émerger une candidature, ayant la légitimi-  
 13 mité du soutien du mouvement social, qui sera aussi proposée aux autres partis de gauche.  
 14 **L'objectif de cette unité à la base est d'avoir un-e travailleur-se pour représenter la classe**  
 15 **travailleuse.**

16 Si les états-majors des partis de gauche se révèlent incapables de se dépasser, s'ils conti-  
 17 nent d'entretenir division et rancœur entre un pôle populiste et un pôle social-démoc-  
 18 crate, alors **le PCF prendra ses responsabilités en portant une candidature communiste**  
 19 **à l'élection présidentielle issue du dialogue avec le mouvement social.** Cette candidature  
 20 se donnera quelques grands objectifs explicites :

21 ✖ maintenir le PCF dans la sphère médiatique pour éviter l'effacement qui nous a tant  
 22 coûté ;

23 ✖ porter un discours de classe et révolutionnaire qui puisse toucher la classe travailleuse  
 24 par-delà les électeurs et électrices de gauche, qu'elle soit abstentionniste ou momentané-  
 25 ment séduite par les sirènes de l'extrême droite ;

26 ✖ renforcer organisationnellement le Parti pour permettre le renouvellement de nos forces  
 27 militantes et de nos cadres ;

28 ✖ préparer la visibilité et la popularité de nos candidat-es aux élections législatives.

29 Le Parti s'est toujours montré capable de faire émerger de nouvelles figures politiques na-  
 30 tionales quand cela a été nécessaire. Nous ne considérons donc pas que la candidature de  
 31 notre secrétaire national soit naturelle ni notre seule option à l'élection présidentielle de  
 32 2027.

33 Le Parti et son-sa candidat-e animeront volontairement le débat programmatique avec l'en-  
 34 semble de la gauche et ses deux pôles populiste et social-démocrate, et utiliseront toutes  
 35 les plateformes qui s'ouvriront à nous pour porter notre programme minimal par-delà nos  
 36 propres rangs. Pour peser, notre candidature se saisira de notre projet révolutionnaire. Elle  
 37 sera sans compromis sur la dénonciation de l'ennemi de classe actuel, la bourgeoisie poli-  
 38 tique et financière européenne, et l'impérialisme étasunien. Cette dénonciation doit avoir  
 39 comme double objectif de nommer et définir le réel adversaire de la classe travailleuse fran-  
 40 çaise tout en démontrant que cet adversaire est partagé avec les pays du Sud global et les  
 41 millions de travailleur-euses et paysan-nés immigrés et réfugiés.

42 Nous ne faisons pas pour autant abstraction de la dynamique de l'extrême droite et de  
 43 sa capacité à accéder à l'Élysée lors de cette échéance. Nous nous réservons donc le droit  
 44 d'un désistement lors de la dernière ligne droite pour permettre à un-e autre candidat-e de  
 45 gauche d'accéder au second tour. Une conférence nationale avant la présidentielle décidera  
 46 si les conditions sont réunies pour dépasser le désistement défensif contre l'extrême droite  
 47 et définir un programme minimal pour un rassemblement de gauche, liant présidentielle  
 48 et législatives.

49 Quel que soit le scénario à la présidentielle, le PCF doit se doter au plus vite de chef-fes de  
 50 file dans l'ensemble des circonscriptions en veillant à la parité, en particulier dans les cir-  
 51 conscriptions gagnables, mais aussi à mettre en avant des figures de la classe travailleuse,  
 52 notamment issues des fractions ouvrières, des employé-es et des professions intermédiaires  
 53 de la santé dans une stratégie de renforcement prioritaire de l'ancrage du Parti dans ces  
 54 fractions.

1 La participation du PCF à un éventuel gouvernement de la gauche et des écologistes est  
 2 conditionnée au respect du programme minimal du PCF. Sans cela, le PCF portera son  
 3 propre programme lors de la campagne et présentera publiquement sa signature de l'ac-  
 4 cord, comme sa participation à un simple cartel électoral visant à faire barrage à la droite  
 5 et l'extrême droite. En cas de victoire de la coalition de gauche, le PCF pourra soutenir le  
 6 gouvernement sans y participer ni s'interdire de fortes critiques sur le caractère très limité  
 7 de son programme en soulignant publiquement qu'il est en dessous du programme mini-  
 8 mal du PCF. Il participera activement à toutes les luttes sociales pour mettre la pression sur  
 9 ce gouvernement.

## 10 **E. Refonder l'internationalisme**

11 Notre congrès intervient dans un monde déchiré par les guerres d'agression, le pillage des  
 12 ressources et l'étouffement des souverainetés populaires. Face à la barbarie impérialiste qui  
 13 se déploie du Moyen-Orient à l'Amérique latine, en passant par l'Afrique et l'Europe elle-  
 14 même, il est plus que jamais urgent de réaffirmer et de pratiquer notre internationalisme.

15 Or l'internationalisme, tel qu'il s'est pratiqué jusqu'ici, reste déclaratif et impacte peu les  
 16 rapports de forces réels. Il faut lui opposer un internationalisme en acte, qui se construit  
 17 matériellement : une information stratégique sur Total transmise à un syndicat ivoirien  
 18 pour renforcer sa position, des travailleureuses du Nord et du Sud coordonnant leur lutte  
 19 contre la même multinationale, une expertise juridique mutualisée pour attaquer les mon-  
 20 tagnes d'évasion fiscale, des parlementaires de plusieurs continents organisant une offen-  
 21 sive commune contre un accord de libre-échange, etc.

### 22 **1. Principes fondateurs : Droit des peuples, paix et souveraineté**

23 Le PCF est et demeure le défenseur d'un monde de paix et le soutien indéfectible de la  
 24 classe travailleuse de tous les pays pour leur émancipation. Notre boussole est immuable :  
 25 nous tenir aux côtés des peuples en lutte pour leur libération nationale et sociale.

26 Pour une paix juste, fondée sur le droit international. La première condition de la paix est  
 27 la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État. La démocratie ne s'exporte pas à  
 28 coups de bombes. Nous défendons farouchement le droit international contre la loi du  
 29 plus fort. Toute intervention doit être strictement encadrée par un mandat de l'ONU, ce  
 30 qui n'empêche pas qu'il faille la réformer en profondeur, notamment en limitant le droit  
 31 de veto qui paralyse toute action contre les grandes puissances. Nous prônons le désarme-  
 32 ment multilatéral et global, notamment nucléaire. À cette fin, le PCF milite pour que la  
 33 France signe le TIAN.

34 Le droit à l'autodétermination, pierre angulaire de notre combat. Ce droit est fondamental  
 35 pour les peuples encore sous domination coloniale ou impériale, qu'ils soient palestiniens,  
 36 sahraouis, kanaks, ou pour les nations dont l'unité est bafouée, comme à Chypre ou en  
 37 Irlande. Ce droit implique la fin de toute ingérence étrangère, qu'elle soit militaire, moné-  
 38 taire ou économique.

39 Rupture avec les blocs impérialistes. La France doit retrouver une politique étrangère in-  
 40 dépendante. Cela passe par le retrait de l'OTAN, bras armé de l'impérialisme étasunien, et  
 41 par la rupture avec les traités européens qui enchaînent les peuples à l'austérité et à l'aligne-  
 42 ment atlantiste. Notre combat pour une autre Europe, une Europe des coopérations et des  
 43 peuples souverains, est indissociable de notre internationalisme.

### 44 **2. Feuille de route de l'internationalisme en acte**

45 Le PCF dispose d'élus à tous les échelons, de syndicalistes implantés et d'une large ex-  
 46 pertise technique dans son réseau de militant-es. Ces moyens doivent servir à la lutte des  
 47 classes, là-bas comme ici, car notre combat est le même ; les superprofits extraits du Sud  
 48 par l'impérialisme permettent au capital de se maintenir au Nord.

49 Le secteur international du PCF fait de la construction d'un « internationalisme en acte »  
 50 l'une de ses missions premières, en lien avec les mouvements progressistes et les partis  
 51 communistes à travers le monde. Car l'internationalisme se construit par les actes et l'uni-

1 té des travailleurs et des travailleuses par-delà des frontières. Cette ambition s'accompagne  
 2 d'une réflexion sur la reconstruction d'une structure internationale du mouvement com-  
 3 muniste, capable de coordonner durablement les luttes et de mutualiser les ressources  
 4 au-delà des solidarités ponctuelles.

### 5 **3. Les fronts de la solidarité en acte**

6 Ces principes appellent une traduction concrète. Partout où des peuples affrontent l'ordre  
 7 impérial, le PCF dispose de leviers pour peser sur les rapports de force, à condition de les  
 8 identifier et de les activer.

9 Palestine et Moyen-Orient : frapper les soutiens de l'apartheid. Le génocide à Gaza a révélé  
 10 l'architecture du système mondial. La campagne BDS offre un cadre pour concrétiser notre  
 11 solidarité avec le peuple palestinien pour l'autodétermination, la paix juste et le retour des  
 12 réfugié-es : faire cesser les contrats des collectivités avec les entreprises complices, bloquer  
 13 les livraisons d'armes, exiger la suspension de l'accord UE-Israël. Nos échanges avec l'OLP  
 14 et ses composantes laïques et marxistes doivent viser l'efficacité stratégique : renseigne-  
 15 ment, expertise, pression coordonnée. De même, nous sommes aux côtés du peuple kurde,  
 16 notamment au Rojava, et nous lutterons pour documenter les crimes turcs, tisser des liens  
 17 organiques et articuler notre combat pour la sortie de l'OTAN avec la défense de leur expé-  
 18 rience démocratique et féministe.

19 Afrique : briser les chaînes de la Françafrique. C'est le terrain le plus immédiat de notre in-  
 20 ternationalisme en acte. Contre le pillage des ressources et la servitude monétaire du franc  
 21 CFA, nous pouvons agir concrètement. Les syndicalistes de nos réseaux connaissent les  
 22 rouages des multinationales françaises (Total, Bolloré, Orano, etc.) ; ils et elles détiennent  
 23 des informations cruciales pour les luttes des travailleurs et travailleuses africain-es. Nos  
 24 juristes peuvent appuyer les batailles contre l'évasion fiscale et les crimes environnemen-  
 25 taux. Notre solidarité avec le peuple sahraoui passe par le soutien au Front Polisario et par  
 26 la pression sur les entreprises pillant les ressources occupées. Le retrait des bases militaires,  
 27 l'annulation des dettes illégitimes et la fin de la tutelle monétaire sont des revendications  
 28 concrètes qui affaiblissent l'impérialisme ici même.

29 Dans les pays d'outre-mer, soutenir le droit à l'autodétermination. Le PCF réaffirme son  
 30 engagement sans ambiguïté en faveur du droit à l'autodétermination des peuples des ter-  
 31 ritoires ultramarins, incluant l'autonomie et l'indépendance. Ces territoires, comme la  
 32 Kanaky ou Mayotte, sont des enjeux stratégiques de la prédation impérialiste, contrôlant  
 33 des routes maritimes cruciales et des ressources convoitées. Notre solidarité doit être ac-  
 34 tive : soutien politique aux forces indépendantistes, dénonciation de la prédation écono-  
 35 mique et militaire, et exigence de référendums libres. Cohérent avec notre combat interna-  
 36 tionaliste, cet engagement vise à briser les derniers vestiges de l'empire colonial français.  
 37 Avec le peuple kanak en lutte pour la décolonisation, nous exigeons la libération des mili-  
 38 tant-es emprisonné-es et l'application du droit à l'autodétermination.

39 Amérique latine : solidarité offensive contre l'agression étasunienne. L'enlèvement du pré-  
 40 sident Nicolás Maduro par les forces américaines en 2026 a marqué un retour assumé à la  
 41 politique de la canonnière. Face à cette escalade, notre solidarité avec le Venezuela et avec  
 42 Cuba, qui résiste depuis 60 ans au blocus criminel, doit se renforcer dans l'action concrète,  
 43 à l'image de la récente campagne organisée par le PCF : envoi de matériel, échanges d'ex-  
 44 pertise, coordination parlementaire pour dénoncer l'agression et exiger la levée du blocus.  
 45 Il s'agit de construire des contre-feux matériels à la propagande et à la guerre économique.

46 UE : lier souveraineté populaire et solidarité internationale. Notre combat pour une autre  
 47 Europe est directement lié à la lutte des peuples chypriote pour la réunification, et irlandais  
 48 pour l'unité. L'UE, par ses accords avec Israël et le Maroc, et son soutien à l'austérité, est  
 49 complice du système. Nos élu-es doivent être des relais de ces luttes dans les institutions.  
 50 Sortir de l'OTAN et rompre avec les traités qui verrouillent la construction européenne  
 51 sont des préalables pour une politique étrangère française indépendante et solidaire.

## 1 **4. Pour une coordination mondiale des luttes**

2 Plus largement, le secteur international du PCF renforcera ses liens avec les secteurs inter-  
 3 nationaux des autres partis communistes et ouvriers, avec les mouvements progressistes et  
 4 les organisations syndicales de classe à travers le monde. Les Rencontres internationales des  
 5 Partis communistes et ouvriers offrent un cadre, mais celui-ci reste trop souvent cantonné  
 6 aux déclarations communes. Il faut aller plus loin et tendre vers la construction de canaux  
 7 permanents d'échange d'informations stratégiques, la coordination de campagnes interna-  
 8 tionales capables de frapper simultanément les mêmes cibles, la mutualisation d'expertises  
 9 juridiques, économiques et techniques dont nos organisations respectives disposent. Face  
 10 à un capital parfaitement organisé à l'échelle mondiale, le mouvement communiste doit  
 11 se doter d'instruments de coordination à la hauteur de l'adversaire. Cette reconstruction  
 12 patiente d'une internationale des luttes, respectueuse de l'autonomie de chaque parti mais  
 13 capable d'action commune, constitue l'horizon stratégique de notre internationalisme.

14 La paix ne se décrète pas, elle se conquiert. Elle se construit par la lutte acharnée contre les  
 15 impérialismes et par la solidarité active entre les peuples. Notre Parti, ancré dans les luttes  
 16 sociales ici, doit être un pont et un levier pour ces combats. Faisons de notre internationa-  
 17 lisme la pratique quotidienne qui unit les travailleurs et travailleuses de tous les pays dans  
 18 le combat pour leur émancipation commune.

## 19 **F. Un parti de classe et prêt au combat**

20 Les salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es qui ne disposent pas des moyens de produc-  
 21 tion ni d'un revenu suffisant pour accumuler du capital représentent l'immense majorité  
 22 de la population et forment la classe travailleuse. Celle-ci a intérêt au renversement du  
 23 capitalisme et au projet socialiste. C'est pourquoi nous devons affirmer avec force et clarté  
 24 que nous nous adressons à elle et que nous sommes de ce côté de la lutte des classes. Le  
 25 taire revient à renoncer à une lecture de classe pour une lecture populiste ou ouvriériste.

26 Néanmoins, l'état du Parti, qui n'est pas un parti de masse, implique de focaliser nos efforts  
 27 pour qu'il le redevienne en nous tournant vers les fractions travailleuses qui n'ont plus  
 28 rien à perdre : celles et ceux qui ont un travail mais qui chuteraient dans la misère la plus  
 29 absolue en le perdant. Concrètement, cette fraction prolétaire se compose des ouvrier-ères,  
 30 notamment de la logistique et de l'agroalimentaire, des employé-es, notamment du com-  
 31 merce, mais aussi des professions intermédiaires de la santé, maltraitées par l'austérité.

32 Pour affiner cette stratégie, le Parti devra rapidement cartographier économiquement la  
 33 classe travailleuse en France, avec des données statistiques et géographiques détaillées. Sur  
 34 cette base, le Conseil national mènera un large débat pour affiner l'analyse de la structure  
 35 de classe, stabiliser la terminologie et préciser la stratégie organisationnelle.

36 Un des objectifs de notre Parti doit être de retrouver une influence et un ancrage de masse,  
 37 pour être capable de sentir finement la situation de classe, de formuler les mots d'ordre  
 38 et développer les organisations qui permettront à la classe travailleuse de se mettre plus  
 39 vite et plus fort en mouvement. Pour ce faire, il faut recruter et former des dirigeant-es qui  
 40 émanent de la classe travailleuse et qui soient déjà des meneurs et meneuses naturel-les au  
 41 sein de leurs communautés.

## PARTIE V

# Revoir nos principes d'organisation

La fin du XX<sup>e</sup> siècle, marquée par l'effondrement de l'URSS et une exigence démocratique accrue, nous a conduits à réviser en profondeur nos statuts entre 1994 et 2001, pour rompre avec un fonctionnement jugé trop autoritaire. Si ces changements répondaient à de réels problèmes, ils n'ont pas permis de bâtir une organisation pleinement démocratique et ont affaibli certains outils essentiels à l'unité et à l'appropriation du Parti par ses militant·es. Nos deux derniers congrès ont amorcé une réorientation, avec des avancées importantes, comme la relance de la formation, mais plusieurs chantiers restent à concrétiser. Il nous appartient désormais de poursuivre cet approfondissement.

## A. Démocratie et respect des décisions

La démocratie au sein d'une organisation politique repose sur le respect de la souveraineté de ses membres. Celle-ci doit s'exercer concrètement, à tous les échelons du Parti. À l'échelle nationale, le congrès joue un rôle central : ses orientations engagent l'ensemble des communistes, militant·es, responsables et élu·es. Les mandats politiques et électifs confiés impliquent le respect des décisions collectives. Sans cela, il ne peut y avoir de démocratie.

**Le respect des décisions, engagements et stratégies votés majoritairement par les communistes doit être garanti, y compris par des sanctions à l'encontre de celles et ceux qui iraient à leur encontre.** Un tel principe est le garant de la démocratie interne qui fait notre force et notre fierté.

Notre organisation repose sur une délégation de pouvoir à des directions élues. Cette délégation implique des responsabilités accrues et ne peut exister sans un contrôle réel par la base. Nos dirigeant·es et élu·es doivent non seulement respecter les orientations du congrès, mais aussi rendre compte régulièrement de leur action, notamment par des bilans.

## B. Le rôle des commissions

Une part importante du travail national du Parti repose sur les commissions, mais leur lien avec le Conseil national (CN) reste flou et leur composition opaque. Leurs mandats et orientations sont rarement discutés, ce qui crée des décalages avec la direction nationale. Certaines commissions s'éteignent, tandis que d'autres deviennent des baronnies centrées sur leur auto-préservation.

Pour y remédier, la commission des candidatures, en lien avec les responsables de la politique des cadres, doit proposer une direction nationale capable d'assumer concrètement ses responsabilités. Cela implique de réduire le nombre de membres du CN afin que ses discussions débouchent sur des décisions politiques effectives, appliquées au niveau national et local.

**Le travail des commissions, redevenues secteurs de travail, doit s'inscrire dans les orientations des congrès et permettre des propositions aux instances nationales.** Les secteurs rendront des bilans réguliers, et la composition des directions sera publique, avec des missions claires et des modalités de participation précisées pour tous les communistes.

Les suivi·es des fédérations doivent être rattaché·es à la vie du Parti et être une aide au renforcement du Parti et au déploiement des batailles militantes menées localement. Il faut tendre vers un·e suivi·e par fédération, formé·es par le secteur formation. La présence physique régulière des suivi·es dans les fédérations est une condition absolue de leur efficacité. Pour que cela soit rendu possible, les suivi·es ne doivent pas cumuler de responsabilités nationales. L'une des priorités doit être le retour d'une activité militante régulière dans les fédérations et sections affaiblies et la systématisation des gestes d'adhésion et de prise de contact sur le terrain pour renforcer le Parti.

## 1 C. Revoir le déroulement des congrès

2 Notre Parti souffre d'un déficit d'unité de la part de tous ses membres. Nous devons avoir  
3 pour ambition d'être en capacité de traiter nos désaccords internes sans entacher notre  
4 capacité à être uni-es dans la mise en place de nos orientations. Le fonctionnement actuel  
5 de nos congrès, basé entre autres sur l'affrontement de textes, semble alimenter une logique  
6 clanique au sein de notre organisation. Si l'introduction de textes alternatifs lors du XXXII<sup>e</sup>  
7 congrès a pu permettre l'expression plurielle des communistes, elle entraîne également un  
8 enlèvement dans des clivages entre des groupes politico-affinitaires ne permettant pas la  
9 tenue de débats internes traitant sainement de questions de fond. Ce mode de fonctionne-  
10 ment offre de très grandes similitudes avec un fonctionnement en tendance.

11 Pourtant, en 1994, lors du 28<sup>e</sup> congrès qui marque l'abandon du centralisme démocra-  
12 tique, nous disions dans nos statuts : « La structuration en tendances conduit à organiser  
13 l'élaboration politique, la décision et l'élection des directions à partir de plateformes et  
14 de dirigeants concurrents entre lesquels les adhérents devraient trancher. Les tendances  
15 appauvrissent la capacité d'intervention de chacun, subordonnent aux enjeux de sommet.  
16 » Même si nous refusons de le reconnaître, ce que nous définissons comme un fonctionne-  
17 ment en tendance hier détermine notre fonctionnement actuel.

18 Notre dernier congrès a abordé brièvement cette question. **Le CN doit désormais engager  
19 un débat au sein du Parti, afin de formuler d'ici le prochain congrès une proposition de  
20 fonctionnement** qui permette à la fois une liberté de débat interne et une véritable unité  
21 de l'ensemble des camarades qui s'appuie sur le respect collectif des décisions majoritaires.

## 22 D. Les campagnes structurantes

23 Notre Parti s'engage de manière régulière dans des campagnes qui définissent notre vo-  
24 lonté d'agir sur un certain nombre de sujets. Nous pouvons citer la campagne pour Cuba  
25 ou celle pour l'industrie et les services publics, ou encore pour la levée des brevets sur les  
26 vaccins. Ces campagnes ne se donnent pas les moyens d'être victorieuses car elles ne se  
27 donnent pas d'objectif. Chaque communiste peut constater qu'il n'y a eu ni suivi, ni trans-  
28 parence, ni bilan à faire valoir. C'est la cause et le symptôme du fait que nous n'arrivons pas  
29 à y engager l'ensemble du Parti de manière structurée.

30 Il nous faut désormais concevoir nos campagnes dans le temps, pas simplement en réac-  
31 tion à l'actualité et aux sujets qui nous occupent à un moment donné. **Pour chaque cam-  
32 pagne, nous expliciterons la durée, les cibles, les objectifs et les moyens concrets mis en  
33 œuvre, et désignerons collectivement des comités de pilotage qualifiés pour mener ce  
34 travail.** Tous ces éléments permettent de produire de véritables bilans, une évaluation ob-  
35 jective des progrès et des défauts de chaque campagne. Enfin, pour nous donner les moyens  
36 d'aboutir à des résultats concrets, il nous faut limiter le nombre de projets dans lesquels le  
37 Parti s'engage, c'est-à-dire faire le choix difficile de la priorisation et freiner l'accumulation  
38 d'événements isolés, comme les meetings publics, conférences-débats, ou états généraux  
39 déconnectés de plans de travail plus longs.

## 40 E. La politique de cadres

41 Lors de sa création, notre Parti a pris la décision de construire un parti de type nouveau.  
42 Par ce terme, il entendait, entre autres, non seulement représenter le prolétariat, mais lui  
43 donner un véritable pouvoir politique tant dans son organisation que dans la société en  
44 général. Des figures comme celles d'Ambroise Croizat sont la preuve de ce pari réussi. Cette  
45 capacité qu'a eue autrefois notre Parti à faire monter en responsabilité des travailleurs et  
46 des travailleuses a été rendue possible par une politique de cadres ciblée et volontariste.  
47 Au-delà du ciblage, le rôle qu'ont eu les écoles du Parti à cette époque est indéniable.

48 Le secteur national des cadres, en lien avec les commissions Entreprise, Féminisme et  
49 Formation, est responsable devant le CN du renouvellement, de la féminisation et de la  
50 promotion de cadres ouvrières et employées.

1 **1. L'enjeu de la formation**

- 2 Ce travail de renouvellement social de notre Parti doit également se mener en lien étroit  
 3 avec le secteur formation. Le travail important de relance de la formation mené depuis les  
 4 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> congrès doit être approfondi grâce à une politique volontariste et des moyens  
 5 supplémentaires, avec notamment :
- 6 ✘ un·e permanent·e identifié·e du secteur ;
  - 7 ✘ un Conseil national par an consacré à la formation afin qu'un plan d'ensemble soit éla-  
 8 boré avec le bilan de l'action des secteurs Cadres et Formation ;
  - 9 ✘ la création d'un parcours de formation ;
  - 10 ✘ une refonte du stage cadre national ;
  - 11 ✘ la mise en place systématique de garde d'enfants pour l'ensemble des stages.

12 **2. La composition sociale de nos directions**

13 Nous devons aujourd'hui faire émerger notre base sociale au sein de nos instances de di-  
 14 rection. Tout d'abord, il est nécessaire de connaître la composition sociale actuelle tant de  
 15 notre direction nationale que de nos directions fédérales. **Le secteur Vie du Parti engage-  
 16 ra un processus de recensement global afin de connaître l'état exact de la composition  
 17 sociale de nos directions et du Parti.** C'est en ayant une connaissance fine du réel que  
 18 nous pourrons par la suite travailler un véritable renouvellement social de nos structures.  
 19 L'aboutissement de cette volonté commune doit mener à ce que la liste des directions de  
 20 sections, de fédérations ou le CN soumise au vote lors des congrès contienne les catégories  
 21 socioprofessionnelles des camarades qui y figurent et qu'au moins 25 % des camarades pro-  
 22 posé·es appartiennent aux fractions ouvrières, employées et des professions intermédiaires  
 23 du sanitaire et social dans un but de renforcement de la représentativité du Parti.

24 **3. Le rôle des permanents politiques**

25 Enfin, pour reconstruire un parti de travailleurs et de travailleuses, la question des perma-  
 26 nent·es politiques doit être travaillée d'ici le prochain congrès. En ayant une activité pro-  
 27 fessionnelle à temps plein, dans des conditions d'exploitation qui se durcissent de jour en  
 28 jour, les camarades rencontrent un certain nombre de difficultés matérielles à pouvoir as-  
 29 sumer des responsabilités politiques pour lesquelles ils n'ont pas le temps de faire le travail  
 30 nécessaire. C'est bien pour cette raison que le Parti se dotait auparavant de permanent·es  
 31 ouvrier·ères. Au vu de la situation financière actuelle du Parti, le choix de nos permanent·es  
 32 doit se faire en intégrant cet objectif politique de renouvellement social de notre Parti.  
 33 De plus, le développement d'une logique de permanent·es à mi-temps, et/ou de formation  
 34 continue avec une reconversion professionnelle, permettent de garder ainsi un pied dans  
 35 le monde du travail et contribue à l'émergence de travailleurs et de travailleuses dans nos  
 36 directions, tout en limitant les logiques de déconnexion qui peuvent générer une fracture  
 37 entre notre organisation politique et la classe travailleuse.

38 **F. Favoriser l'engagement de toutes et tous**

39 Malgré sa visée révolutionnaire et sa composition de classe, le Parti communiste est tra-  
 40 versé par les mêmes dynamiques de pouvoir que le reste de la société. Le renforcement  
 41 du Parti suppose de faire de l'accueil et du lien avec chaque adhérent·e une responsabilité  
 42 collective, afin de favoriser l'engagement et la participation de toutes nos forces militantes.

43 **1. Rendre le militantisme accessible à toutes et tous**

44 Rendre le militantisme réellement accessible implique de repenser nos pratiques. Cela  
 45 passe d'abord par **des réunions plus inclusives** : limiter leur durée, avoir le souci de faire  
 46 circuler la parole, diversifier leurs formats (présentiel, visio, hybrides) et clarifier leurs ob-  
 47 jectifs afin de permettre à chacun·e de s'y investir selon ses contraintes. Nous devons égale-  
 48 ment **garantir l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, tant dans nos**

1 **locaux que dans nos supports de communication, en nous appuyant notamment sur le**  
 2 **livret élaboré par la commission Handicap.**

3 Une attention particulière doit être portée au maintien d'un accueil respectueux, convivial  
 4 et fraternel. Ainsi, nos temps de convivialité doivent être conçus dans une logique d'inclu-  
 5 sion de toutes et tous, en prévoyant systématiquement des options végétariennes, sans porc  
 6 et sans alcool, afin de permettre à chacun-e d'y prendre pleinement part.

7 Tout en ayant sa propre activité en direction des jeunes, le PCF apporte toute l'aide maté-  
 8 rielle et financière nécessaire à son organisation de jeunesse indépendante, le MJCF et sa  
 9 branche étudiante, l'UEC, pour permettre le développement de leurs activités politiques.

## 10 **2. Faciliter l'accès et la prise de responsabilités des femmes**

11 Alors que les secrétaires de fédération, tout comme nos maires ou nos porte-parole sont  
 12 majoritairement des hommes, nous devons prendre le temps d'effectuer un état des lieux  
 13 de notre féminisation. En 2024, nous avons porté une majorité de candidatures féminines  
 14 aux législatives ; il nous appartient désormais d'évaluer dans quelle mesure cet effort a  
 15 porté sur des circonscriptions à fort enjeu électoral. Cette réflexion doit s'articuler à la  
 16 nécessité de renforcer nos liens avec la classe travailleuse et le mouvement syndical, pour  
 17 représenter les travailleuses et visibiliser leurs difficultés spécifiques.

18 **La généralisation de la parité est, de ce point de vue, un outil nécessaire mais qui ne**  
 19 **saurait constituer une fin en soi.** Si le Parti s'est fixé pour objectif de faciliter la conci-  
 20 liation entre vie militante et familiale, nous devons désormais franchir un pas de plus,  
 21 en officialisant les modes de garde d'enfants lors des instances nationales (CN, CEN),  
 22 de formation (Université d'été, formation fédérale) et par une volonté commune de pro-  
 23 poser des solutions alternatives faces aux contraintes genrées qui pèsent sur les femmes.  
 24 Les espaces d'échanges féministes sont également indispensables à la réflexion et produc-  
 25 tion militantes. La création de l'Assemblée des femmes constitue un progrès indéniable.  
 26 Il apparaît dorénavant indispensable de clarifier son rôle dans les processus de décision et  
 27 choix stratégiques du Parti, et d'en rendre plus accessible le contenu : comptes-rendus des  
 28 travaux, argumentaires, analyses diffusés à l'ensemble des camarades, etc.

## 29 **3. La lutte politique contre les violences sexistes et sexuelles**

30 La lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) n'a pas seulement vocation à proté-  
 31 ger nos camarades. Elle vise aussi à réaffirmer que ces violences entachent le projet com-  
 32 muniste lui-même, en niant l'égalité fondamentale entre adhérents et adhérentes. Partant  
 33 du constat que ces violences sont liées à un rapport de pouvoir, notre politique interne doit  
 34 questionner les cercles (masculins) informels et leurs effets sur nos politiques de luttes  
 35 contre les VSS. Cette réflexion s'inscrit dans un devoir d'exemplarité militante et dans nos  
 36 fonctions de représentation. Dans la continuité de l'inéligibilité des élus condamnés pour  
 37 violences conjugales, la mise en place d'une charte d'engagements sur les VSS à destina-  
 38 tion de celles et ceux qui représentent notre Parti apparaît indispensable. À cela s'ajoute la  
 39 nécessité d'un bilan partagé sur le dispositif « Stop violences », d'une plus grande visibilité  
 40 de ce dernier sur notre site, et de la mise en place de formation obligatoire sur les VSS à  
 41 destination de l'ensemble de nos adhérent-es. La question du suivi des auteurs de violences,  
 42 dans la durée et lors des déménagements, doit être clarifiée, tout particulièrement lors de  
 43 la reprise de responsabilité.

## 44 **G. Renforcer la place des cellules**

45 Depuis les 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> congrès, nous avons fait le choix d'une politique de relance des cellules  
 46 du Parti. Cette orientation a été mise en œuvre aux différents échelons du Parti, notam-  
 47 ment avec la mise en place d'une formation à ce sujet. Pour autant, il nous reste encore un  
 48 pas à franchir dans la reconnaissance des cellules comme véritable structure où s'exerce la  
 49 souveraineté des adhérent-es. Le calendrier du 40<sup>e</sup> congrès est un exemple parmi d'autres  
 50 de cette non-reconnaissance, ce dernier ne laissant pas le temps de préparer collectivement  
 51 le congrès dans les cellules entre le vote du texte de base commune et la tenue des congrès  
 52 de section.

1 La taille comme la logique de proximité qui caractérise la structuration en cellule permet  
 2 d'en faire un véritable espace de démocratie interne, de favoriser l'intégration des nou-  
 3 veaux adhérent-es, de mettre en place le travail militant et de construire un plus grand lien  
 4 avec la population au plus près du terrain. Nous devons leur donner une place politique  
 5 bien plus grande au sein de notre organisation. Tout responsable à la vie du Parti doit avoir  
 6 comme priorité la relance et le suivi des cellules. Au niveau national, la vie du Parti ini-  
 7 tiera plusieurs réunions de travail traitant spécifiquement de cette question avec l'objectif  
 8 d'approfondir la réflexion sur l'articulation entre cellules d'entreprises, cellules locales et  
 9 sections, et d'améliorer notre fonctionnement. Un CN sera également dédié à ce travail et  
 10 tirera des conclusions concrètes de la réflexion initiée.

## 11 **H. Réinvestir les entreprises : de l'expérimentation à la stratégie**

12 Lors des 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> congrès, le Parti a réaffirmé la nécessité de retrouver une implantation  
 13 dans les entreprises et les lieux de travail. Toutefois, cette volonté n'a pas été suivie d'une  
 14 véritable impulsion stratégique ni de mandats concrets. **La phase d'expérimentation, dé-**  
 15 **centralisée et inégale, s'essouffle sans avoir fait l'objet d'un recensement ni d'une ana-**  
 16 **lyse permettant d'orienter l'action.** Cet angle mort s'ajoute à une méconnaissance persis-  
 17 tante de nos adhérent-es, de leurs métiers et de leurs lieux de travail.

18 Cette cause n'est pas perdue mais notre approche doit désormais être méthodique. Il faut  
 19 inscrire le secteur entreprises dans le recensement global du Parti, aidé d'une mise à jour  
 20 de nos outils informatiques digne du XXI<sup>e</sup> siècle, avec la possibilité de renseigner le lieu  
 21 de travail et l'entreprise exacte des camarades. Une stratégie d'implantation doit partir du  
 22 réel, les communistes étant les plus aptes à se renforcer sur leur propre lieu de travail. Agir,  
 23 le journal des communistes en entreprises, doit être l'œuvre des travailleuses et travailleurs  
 24 eux-mêmes et non de dirigeant-es syndicaux et d'élu-es. Les camarades qui s'épuisent sur  
 25 le terrain à remonter des cellules regorgent d'histoire, de leçons, et d'espoir à nous trans-  
 26 mettre. **Pour ne pas épuiser nos cadres locaux actuels, ou opposer organisation territo-**  
 27 **riale et d'entreprise, les réseaux d'entreprises doivent être revitalisés avec un rôle clair et**  
 28 **différencié de celui des sections et des cellules.** Les réseaux, dont l'activité doit être suivie  
 29 par le secteur entreprise national, doivent fournir l'analyse générale des évolutions secto-  
 30 rielles et animer le lien entre les camarades. Les camarades n'adhèrent pas à un réseau,  
 31 ils y participent de droit en tant que travailleurs et travailleuses de leur entreprise. Enfin,  
 32 certains secteurs stratégiques choisis démocratiquement feront l'objet d'un surinvestisse-  
 33 ment de nos forces militantes au niveau national et sur le temps long. Ce type de choix  
 34 stratégique est la condition sine qua non d'une véritable implantation et surtout d'un bilan  
 35 objectif de nos actions. Voici les conditions de la fin de la phase d'expérimentation, et le  
 36 début de la phase de renforcement des communistes en entreprise.

## 37 **I. Reconnecter nos élu-es à la stratégie nationale du Parti**

38 L'autonomisation des élu-es communistes depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle a fragilisé la cohé-  
 39 rence du PCF et leur lien au Parti. Un premier pas a été fait au 39<sup>e</sup> congrès pour reconnecter  
 40 mandat et organisation, mais cela reste insuffisant. Nos élu-es, notamment au niveau local,  
 41 peuvent être un levier puissant s'ils s'inscrivent dans une stratégie nationale cohérente,  
 42 aujourd'hui encore trop peu coordonnée.

43 Dans un contexte d'austérité, de durcissement autoritaire et de montée de l'extrême droite,  
 44 la simple gestion institutionnelle n'est plus tenable. Les élu-es font face à des contradic-  
 45 tions entre légalité, cohérence politique et défense des intérêts de la classe travailleuse. Il  
 46 nous faut rompre avec le légalisme gestionnaire et assumer une stratégie d'affrontement  
 47 politique, portée collectivement.

48 Renforcer la cohérence nationale et la réflexion collective est indispensable pour construire  
 49 un rapport de forces durable. Cela suppose de consolider les outils de coordination, comme  
 50 la Coopérative des élu-es, et de redonner au congrès son rôle stratégique d'élaboration et  
 51 d'orientation des mandats.

## 52 **J. Refaire de L'Humanité un outil de la bataille** 53 **culturelle et du renforcement du Parti**

54 Journal communiste, *L'Humanité* est un outil essentiel pour le mouvement ouvrier. Face  
 55 aux puissances de l'argent, sa pérennité et son développement relèvent de la responsabilité

- 1 de tous les communistes. Chaque adhérent·e doit devenir un lecteur·rice abonné·e de  
 2 L'Humanité. Cela suppose de renforcer les échanges entre la rédaction, la direction du  
 3 journal et de la Fête de l'Humanité, ainsi que les militant·es communistes.
- 4 Dans cette perspective, les directions du journal et de la rédaction doivent pleinement sié-  
 5 ger au Conseil national. Par leur engagement militant et financier, les communistes font  
 6 aussi de la Fête de l'Humanité, événement majeur de la rentrée sociale, une priorité et  
 7 contribuent à son succès.

## 8 SYNTHÈSE

# 9 Synthèse : relevé de décisions 10 pour la nouvelle direction 11 et axes programmatiques

## 12 **A. Relevé de décisions pour la nouvelle direction**

### 13 **1. Organisation et fonctionnement interne**

- 14 ✘ Engager une réflexion et une conférence nationale extraordinaire pour amender les sta-  
 15 tuts et réformer le mode de déroulement des congrès, en dépassant la logique d'affronte-  
 16 ment de textes ;
- 17 ✘ Instaurer des bilans réguliers obligatoires des directions et des élu·es devant les instances  
 18 et les adhérent·es ;
- 19 ✘ Garantir l'application des décisions votées par les communistes, y compris par la mise en  
 20 place de mécanismes de contrôle et de sanctions en cas de non-respect ;
- 21 ✘ Réduire le nombre de membres du Conseil national (CN) pour en faire une instance de  
 22 décision et d'impulsion opérationnelle ;
- 23 ✘ Refondre le fonctionnement des commissions/secteurs de travail : clarifier leurs man-  
 24 dats, leur composition publique, leur lien avec le CN et leur obligation de rendre des  
 25 bilans ;
- 26 ✘ Organiser systématiquement des modes de garde lors des instances et formations natio-  
 27 nales ;
- 28 ✘ Faire de la cellule le lieu central de la démocratie interne et de l'intégration, et organiser  
 29 un CN dédié à cette question.  
 30

### 31 **2. Politiques d'adhésion, de formation et des cadres**

- 32 ✘ Lancer un recensement global et informatisé des adhérent·es (profession, entreprise, im-  
 33 plication) et de la composition sociale des instances ;
- 34 ✘ Élaborer et mettre en œuvre une politique volontariste de cadres visant à porter à 25 %  
 35 minimum la part des ouvrier·ères, employé·es et professions intermédiaires de la santé  
 36 dans les directions proposées (sections, fédérations, CN) ;
- 37 ✘ Revitaliser les réseaux d'entreprises et prioriser quelques secteurs stratégiques ;
- 38 ✘ Renforcer le suivi des fédérations, en formant des camarades disponibles pour se rendre  
 39 physiquement sur place afin d'aider au renforcement et au déploiement des campagnes  
 40 fédérales et nationales ;
- 41 ✘ Clarifier le rôle de l'Assemblée des femmes dans les processus de décision et garantir la  
 42 diffusion de ses travaux ;

- 1 ✘ Rendre plus visible le dispositif « Stop violences », en assurer un bilan partagé, et mettre  
2 en place des formations obligatoires sur les VSS pour l'ensemble des adhérent-es.

### 3. Stratégie politique et action

- 4 ✘ Définir et lancer 2 à 3 campagnes structurantes à moyen terme, avec objectifs, cibles,  
5 moyens, comités de pilotage et évaluation ;  
6 ✘ Impulser et coordonner une stratégie nationale d'affrontement politique pour et avec  
7 les élu-es, rompant avec le légalisme gestionnaire, en s'appuyant sur la Coopérative des  
8 élu-es ;  
9 ✘ Préparer activement les scénarios pour la prochaine présidentielle, notamment celle  
10 d'une candidature communiste de projet et les conditions de son désistement éventuel,  
11 ainsi que le renforcement des implantations dans les circonscriptions en désignant des  
12 chef-fes de file.

### 13 4. International

- 14 ✘ Faire du secteur international le pilote de la construction d'un « internationalisme en  
15 acte », priorisant les échanges concrets d'expertise, la coordination de luttes transnatio-  
16 nales et le renforcement des liens avec les partis communistes et progressistes.

### 17 5. Communication

- 18 ✘ Élaborer une stratégie d'implication des communistes sur les réseaux sociaux ;  
19 ✘ Refondre le journal « Agir » pour en faire l'outil des travailleurs et travailleuses ;  
20 ✘ Moderniser les outils informatiques du Parti pour soutenir le recensement et la stratégie.  
21

## 22 **B. Feuille de route stratégique**

### 23 1. Projet de société : Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle

- 24 ✘ Programme minimal : Des réformes de rupture, dont la loi Chassaigne sur la Sécurité de  
25 l'emploi et de la formation, la nationalisation des banques et la planification écologique ;  
26 ✘ Programme maximal : Transformation socialiste par la prise du pouvoir d'État et l'ins-  
27 tauration d'une démocratie économique fondée sur la propriété sociale, la planification  
28 et le principe contributif.

### 29 2. Participation gouvernementale : Une ligne rouge claire

- 30 ✘ Condition sine qua non : Aucune participation sans l'adoption préalable d'un pro-  
31 gramme minimal de démocratie avancée (cf. point 1). Sans cela, soutien critique sans  
32 participation ;  
33 ✘ Objectif dans l'action gouvernementale : Pousser à la mise en œuvre de ce programme  
34 et utiliser la position pour organiser le rapport de forces en faveur des travailleurs et  
35 travailleuses.

### 36 3. Urgence climatique : Un plan climat juste et ambitieux

- 37 ✘ Programme minimal : Mettre en œuvre un Plan Climat de rupture pour atteindre la neu-  
38 tralité carbone en 2050 via une transition industrielle planifiée ;  
39 ✘ Programme maximal : Rompre avec le pilotage par le profit et organiser une transition  
40 écologique socialiste, pilotée démocratiquement, qui économise les ressources et réo-  
41 rient toute la production vers la réponse aux besoins sociaux.

#### 1 **4. Pour une paix réelle et une France indépendante**

- 2 ✘ Programme minimal : Sortir de l'OTAN, geler tout accord militaire avec Israël, suspendre  
 3 l'accord d'association UE-Israël et exiger l'application du droit international partout. Re-  
 4 connaître l'État de Palestine ;
- 5 ✘ Programme maximal : Dénoncer tous les traités qui soumettent la France à l'impéria-  
 6 lisme étasunien et à l'UE austéritaire.

#### 7 **5. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

- 8 ✘ Programme minimal : Soutenir activement le droit à l'autodétermination des peuples pa-  
 9 lestiniens, sahraoui, kanak et de tous les peuples sous domination coloniale ou impériale.  
 10 Organiser les référendums d'autodétermination en Kanaky et dans les pays d'outre-mer ;
- 11 ✘ Programme maximal : Démanteler l'empire colonial français en actes (retrait des bases  
 12 militaires, fin du franc CFA, annulation des dettes illégitimes et établissement de rela-  
 13 tions de coopération librement consenties).

#### 14 **6. Révolution féministe**

- 15 ✘ Programme minimal : Lutter contre les violences sexistes et sexuelles, garantir l'égalité  
 16 salariale et professionnelle, et généraliser des modes de garde gratuits et accessibles ;
- 17 ✘ Programme maximal : Refonte du droit de la famille et construction d'une société fondée  
 18 sur l'égalité réelle entre tous les genres.

#### 19 **7. Lutte antiraciste et pour l'égalité des droits**

- 20 ✘ Programme minimal : Régulariser les sans-papiers, abolir les politiques migratoires ré-  
 21 pressives, lutter contre les discriminations systémiques et instaurer le droit de vote des  
 22 résident-es étranger-es aux élections locales et européennes ;
- 23 ✘ Programme maximal : Construire une République de l'égalité réelle où « on travaille ici,  
 24 on décide ici ».

#### 25 **8. Révolution éducative et culturelle**

- 26 ✘ Programme minimal : Augmenter les moyens de l'Éducation nationale, réduire les ef-  
 27 fectifs par classe, rendre l'école obligatoire jusqu'à 18 ans et garantir un enseignement  
 28 polytechnique. Soutenir massivement la création artistique et l'éducation populaire ;
- 29 ✘ Programme maximal : Transformer l'école en outil d'émancipation collective pour briser  
 30 la reproduction sociale. Construire une culture socialiste libérée de l'emprise marchande,  
 31 garantissant à chacun l'accès aux savoirs, aux arts et aux loisirs.

#### 32 **9. Justice et sécurité : Rompre avec la police de classe**

- 33 ✘ Programme minimal : Mettre fin à la doctrine du « maintien de l'ordre » répressif, rétablir  
 34 une police de proximité et lutter prioritairement contre le blanchiment d'argent pour  
 35 démanteler les réseaux criminels à leur sommet ;
- 36 ✘ Programme maximal : Refonder en profondeur l'institution policière et judiciaire pour  
 37 en faire des services publics au service de la population, luttant contre les violences d'État  
 38 et les inégalités sociales, causes premières de la délinquance.

#### 39 **10. Pour une autre Europe et de nouvelles coopérations internationales**

- 40 ✘ Programme minimal : Résister aux diktats austéritaires de l'UE, rompre avec les trai-  
 41 tés de libre-échange et construire des alliances avec les forces progressistes européennes  
 42 pour une Europe des coopérations et des peuples ;
- 43 ✘ Programme maximal : Préparer la rupture avec l'Union européenne actuelle, bastion du  
 44 néolibéralisme et de l'atlantisme, et œuvrer à la construction d'une nouvelle alliance des  
 45 peuples souverains fondée sur la solidarité et la planification écologique.

# Signataires

**ABDELMOUMENE** Ali (87) · **ALLOMBERT** Etienne (69) · **ALPHON-LAYRE** Cécile (30) · **ALVAREZ** Brice (30) · **AMRANI** Laïd (91) · **ANSON** Romain (30) · **ARMAND** Antoine (34) · **ARRADON** Philippe (67) · **AUGEAT GRANGIENS** Gabriel (44) · **AUGOT** Molly (45) · **AUGUENOIS** Roséane (31) · **BAILLY** Kenza (37) · **BANTON** Helena (75) · **BARROIS** Coline (94) · **BATAILLE** Eric (87) · **BATTISTI** Lorenzo (75) · **BEAUFARON** Pierre (69) · **BELVÈZE** Damien (35) · **BENARD** Joel (44) · **BÉNARD** Julien (94) · **BENICHOU** Anouar (31) · **BERTOLINA** Guillaume (4) · **BÉTEND** Muriel (69) · **BINDA** Thibo (25) · **BLANC** Antoine (82) · **BLANC** Victor (92) · **BLOIS** Jean-Baptiste (53) · **BOGHOSSIAN** Lucas (69) · **BOMY** Eugène (62) · **BOMY** Laura (62) · **BONHOMME** Baptiste (38) · **BONNET** Jean-Baptiste (30) · **BONNIEU** Tristan (34) · **BORNET** Théophile (94) · **BOUDOU** Fabrice (30) · **BOUDRY-AUBRY** Gabriel (25) · **BOURDERIOU** Stéphane (53) · **BOUSSELMANIA** Roman (34) · **BOUVARD** Arthur (25) · **BOUZAGHETI** Bernard (21) · **BRAME** Marielle (45) · **BRANLY** Micheline (62) · **BRASSEUR** Emmanuel (72) · **BRENON** Jacqueline (63) · **BREUVART** Pierre (13) · **BRUNEAU** Jonathan (45) · **BUCHOUX** Béatrice (94) · **BURGARD** Victor (75) · **BUSSON** Maxence (72) · **CABALLE** Nicole (30) · **CABRIT** Rose-Marie (12) · **CALVIN** Michel (30) · **CAMPOS** Boris (56) · **CARLE** Thomas (31) · **CARRIER** Léo (13) · **CASASNOVAS** Thomas (34) · **CHAMEK** Claude (75) · **CHARRIÉ** Alice (72) · **CHARTIER** Fanny (75) · **CHERIKH** Hakim (75) · **CINEUX** Cyril (63) · **CLAVEL** Gilles (30) · **COGEZ** Hélène (75) · **COSTAGLIOLA** Jonas (75) · **COTTEN** Yves (69) · **COULLEROT** Patrice (93) · **COURRIER** Laure (56) · **COURTIER** Ander (31) · **COURTIER** Adrian (41) · **COUTON** Joëlle (13) · **CRESPEAU** Pierre-Jean (38) · **DAD** Hicham (92) · **DAGARD** Geoffrey (75) · **DAGORNE** Anthony (56) · **DAIMÉ** Arnaud (82) · **DAMOND** Marie (18) · **DARD-MERLE** Iban (91) · **DAVILLER** Bernard (88) · **DE BOURMONT** Guilhem (44) · **DE GREGORIO** Enzo (29) · **DEBAILLEUX** Geoffrey (59) · **DEBLONDE** Sylvie (18) · **DEDEURWAERDER** Sylvain (59) · **DELAMARE** Claire (30) · **DELAVALLE** Pierre-Jean (2A) · **DÉMARET** Félix (13) · **DEMENGE** Jean-Marie (88) · **DESBORDES** Alec (75) · **DEULCEUX** Prune (44) · **DEVILLERS** Hugo (78) · **DIOT** Arthur (77) · **DOS SANTOS DO ALTO** Axel (42) · **DOUSSIÈRE** Claude (30) · **DUBOIS** Xavier (92) · **DUPLESSIS** Coline (86) · **DURAND** Micheline (90) · **DURAND** Maëva (94) · **DURIEUX** Victorien (88) · **ELBORY** Johann (41) · **ELLEOUET** Gabriel (35) · **ESCUDIER** Anaïs (83) · **FAURE** Albin (75) · **FAVIER** Maxime (38) · **FAVIER** Simon (63) · **FERNANDEZ** Léo (77) · **FERNANDEZ** Asterio (77) · **FISCHER** Alicia (77) · **FONDÈRE** Cécile (82) · **FURTER ALPHAND** Manuel (13) · **GAILLARD** Clément (56) · **GALES** Tristan (87) · **GALISSARD** Marion (56) · **GALVETE** Jose (42) · **GARCIA** Clémentine (13) · **GARDE** Annie (42) · **GASPERI** Christianne (93) · **GENEIX** Emilie (63) · **GENOLET** Téo (69) · **GHILARDI** Logan (77) · **GILLET** Denis (88) · **GIRON** Baptiste (63) · **GOBÉ** David (62) · **GOUDY** Léo (33) · **GOYER** Nathan (67) · **GROS** Mathilde (13) · **GUILLAS-CAVAN** Kevin (75) · **GUINEBERT** Matthieu (25) · **GUINET** Charlie (53) · **GUIORGUEFF** Jeremy (94) · **GUTIERREZ** Laurent (21) · **HAGGAN** Edwin (35) · **HALOUA** Vincent (35) · **HARDY** Steven (59) · **HEMANI** Yaléna (77) · **HERRERO** Guillaume (18) · **HIEN** Jeremie (56) · **HINGANT** Erwan (92) · **HOUBERDON** Valentin (88) · **IAFELICE** Michel (13) · **JANVIER** Lucien (59) · **JOANNIDIS** Hélène (94) · **JOUAN** Pierre (37) · **JOURDAIN** Aude (50) · **JUD** Emmanuel (68) · **JUSTE** Louis (13) · **KADDOUR** Amandine (88) · **KARAGOZ** Schahin (45) · **KHAMALLAH** Julie (63) · **KOUYATÉ** Abdoulaye (92) · **LA SALA** Romain (30) · **LABOURAYRE** Joris (75) · **LABY** Pascal (59) · **LAIMECHE-RENOU** Marcel (59) · **LAMBERT** Nicolas (77) · **LASSALLE** Thomas (40) · **LATTUF** Jacobo (91) · **LAUDE** Mathieu (59) · **LAUR** Jacques (46) · **LE FLECHER** Lhea (56) · **LE JELOUX** Regine (91) · **LE MOAL** Hoël (72) · **LEBLAN** Rodrigue (59) · **LECOMTE** Lilian (75) · **LECOMTE** Fabien (86) · **LECRIVAIN** Julien (72) · **LEFEUVRE** Marie-Caroline (56) · **LEROY** Marc-Antoine (2A) · **LESUEUR** Sacha (67) · **LEVEQUE** Benoit (69) · **LÈVÈQUE** Catherine (80) · **LÉVY** Thomas (30) · **LIEBAULT** Nicolas (75) · **LIECHTI** Thomas (94) · **LOPEZ** Constantin (63) · **LOURIDO ALVAREZ** Yago (69) · **MAESTRATI** Matéo (83) · **MAILLOT** Elsa (25) · **MAISUECHE** Shana (13) · **MALEGAT** Dominique (91) · **MANUCCI** Victor (13) · **MARCOUX** Elie (69) · **MAREC** Taran (29)

· **MARGUERON** Billy (73) · **MAROT** Guillaume (30) · **MARTIN** Virgile (88) · **MARTIN** Pierre (94)  
 · **MASSON** Benjamin (27) · **MAUBERNARD** Eric (30) · **MAUGER** Vincent (86) · **MAURY** Nicolas (13)  
 · **MEGIDOMAS** Eva (34) · **MELY** Laurent (75) · **METZGER** Sacha (76) · **MEYER** Cedric (67) · **MILLET** Aurélien  
 (69) · **MINET** Hervé (73) · **MIZOULE** Lucie (63) · **MONCHATRE** Lauriane (94) · **MONGAULT-  
 GIRARD** Paul (29) · **MONIN** Melvyn (70) · **MOREAU** Claire (94) · **MOSSLER** Mathilde (87) · **MOUCHEL-  
 VALLON** Corentin (35) · **MOULIN** Mathilde (45) · **MOURLON** Fabrice (93) · **MOURLON** Raymond (93)  
 · **MURÉ** Joseph (75) · **NANNUCCI GOMIERO** Luigi (37) · **NAPOLY** François (62) · **NGUYEN** Loan (69)  
 · **NOBILET** Simon (75) · **NOBLE** Bruno (18) · **NOËL** David (62) · **NUNES** Raphaël (18) · **NUSSBAUM** Pierrick  
 (84) · **PALLARES** Jean-Baptiste (75) · **PALLEJA** Julien (72) · **PASSINI** Nicolas (25) · **PATOU** Arthur  
 (13) · **PECCABIN** Claudine (56) · **PEETERS** Kenzo (59) · **PEN** Loïc (60) · **PENIN** Jean-François (18)  
 · **PERRY** Simon (34) · **PETRONELLI** Marc (25) · **PEYRE** Lucas (69) · **PIERRE** Martine (56) · **PIERRE** Gabriel  
 (87) · **PLARD** Evan (44) · **PLINGUET** Kentin (86) · **POLSINELLI** Céline (75) · **QUINSON** Daniil (49)  
 · **RAKOTOMANANA AGUDO BRANDO** Tristan (44) · **RAMSAMY** Amelie (60) · **RAMSAMY**  
**PADIACHY** Mervyn (60) · **RAMVILLE** Jahelle (69) · **RAVOAVY** Carl (75) · **RAZAFINDRAKOTO** Andry  
 (34) · **REINICKE** Christine (66) · **REINICKE-ABEL** Wolfgang (66) · **RELIAUD** Cyril (83) · **REYES** Teresa  
 (94) · **RICHARD-BOURNAZEL** Tito (69) · **RICHARDEAU** Vladimir (37) · **RICHARD-ROLLIER** Luna  
 (93) · **RIVOALAN** Erwan (29) · **RONTEIX-JACQUET** Flavien (31) · **ROSSI** Alix (13) · **ROUILLÉ** Mariette  
 (93) · **ROUSSET** Etienne (81) · **ROUSSIGNOL** Nathan (67) · **RUSSIAS** Etienne (63) · **SALSAC** Marc (31)  
 · **SANDLAR** Christof (77) · **SCHERMUTZKI** Emma (67) · **SCHMIDT** Marcelo (13) · **SCHMITZ** Lucas  
 (13) · **SCOTTIO DE TTIMO** Théophile (76) · **SCULLION** William (67) · **SEGERER** Raphaël (77)  
 · **SICOT** Christophe (86) · **SIFFERT** Louis-René (22) · **SIFFERT** Elsa (63) · **SIMOES-GUILLET** Victoria (45)  
 · **SIX** Gabriel (34) · **SMARGIASSI** Lucas (25) · **SOUSA** Jacky (59) · **STAUT** Frédéric (67) · **STEFANI** Sébastien  
 (13) · **STIENNE** Yoann (93) · **STIENNE** Nicolas (93) · **SUBTIL** Jonas (93) · **SUNER** Estelle (4) · **SUNER-  
 URIOT** Jeanne (13) · **SWEETING** Samuel (34) · **TER MAATEN** Loïc (13) · **TERRASSON** Clément (70)  
 · **THOMAS** Odile (63) · **THOMAS** Béatrice (63) · **TURC** Thierry (48) · **TURCK** Nicolas (31) · **TURNER** Thomas  
 (93) · **VANDAMME** Mathis (59) · **VANDIEDONCK** Isabelle (44) · **VANRENTERGHEM** Marie-Thérèse (59)  
 · **VANRENTERGHEM** Benjamin (59) · **VERNY** Grégoire (94) · **VEZOLE** Jean-Claude (21) · **VICTOR** Jonathan  
 (63) · **VILAIN** Alexis (63) · **VILCOCQ** Rebecca (92) · **VILLEMONT** Philippe (76) · **VILLIN** Jean-Luc  
 (27) · **VINALS** Augustin (42) · **VINYES** Nicolas (63) · **WAGNER** Raphaël (74) · **WILLE** Christine (59)  
 · **WILLE** Julien (59) · **ZAGORAC** Laurent (75) · **ZIANE** Antonin (94)